

**Tarif des abonnements page 6**  
**5. RUE DES ITALIENS**  
**75427 PARIS CEDEX 08**  
**Télex Paris n° 650572**  
**C.C.P. 4207 - 23 PARIS**  
**Tél. : 246-72-23**

**Directeur : André Laurens**

(Lire nos informations page 3.)

**(Lire la suite page 2.)**

(Lire la suite page 11.)

(LIRE PAGE 3.)

leur par veut-il que la gauche  
réussisse, comme il le souhaitait  
en 1944-1947 et en 1972-1977, ou  
préfère-t-il qu'elle échoue, comme  
il l'a voulu de 1977 à 1981 ? Nul  
ne connaît la réponse. Nul ne  
sait si les contradictions et les  
flottements actuels proviennent  
d'une lutte de factions, d'une  
répartition des rôles ou simple-  
ment de l'incertitude. Une chose  
est sûre : ces contradictions et ces  
flottements poussent vers la  
seconde hypothèse, même si celle  
n'est pas l'intention des dirigeants  
du communisme français.

**CLAUDE-H. BUFFARD.**

**LIRE PAGE 3**

**ANDRÉ CHASTEL**

(Lire la suite page 8.)



Le Monde

# étranger

## LA RECHERCHE D'UN RÈGLEMENT AU LIBAN

Un peu plus d'un mois après l'invasion du Liban par Israël, les démarches diplomatiques et politiques se multiplient pour favoriser une solution.

● A NICOSIE, réclamée par M. Yasser Arafat, chef de l'O.L.P., la réunion extraordinaire des ministres des affaires étrangères des pays non-alignés sur la situation au Liban se tiendra à Nicosie du 15 au 17 juillet. La décision a été prise vendredi 9 juillet par le bureau de coordination du mouvement que préside Cuba.

● A TUNIS, la réunion extraordinaire des ministres des affaires étrangères des pays islamiques sur le Liban se tiendra à Tunis entre le 17 et le 19 juillet, a annoncé M. Habib Chatti, secrétaire général de l'Organisation de la conférence islamique. Cette réunion doit préparer un sommet à la demande de l'O.L.P., membre de plein droit du mouvement.

En outre, nous signalons notre correspondant, une assemblée

générale extraordinaire de l'interafricain socialiste consacrée au Liban s'est tenue à Monastir. Elle a décidé de saisir l'inter-africain socialiste et les Nations unies de la gravité de la situation engendrée par l'agression sioniste, et s'est déclarée « solidaire de la résistance palestinienne et du peuple libanais ». Enfin, le colonel Kadhafi arrivé inopinément à Monastir, vendredi, s'est entretenu avec le président Bourguiba « de la nécessité d'entreprendre une action arabe commune contre l'agression sioniste ».

● AU CAIRE, le quotidien officiel « Al-Ahram » a rejeté vendredi le départ des combattants palestiniens du Liban « sans une reconnaissance mutuelle entre l'O.L.P. et Israël, et sans un accord sur le principe de négociations pour une paix qui garantisse les droits légitimes du peuple palestinien ».

● A DAMAS, un porte-parole officiel a déclaré vendredi que dans les circonstances actuelles « les combattants palestiniens

ne doivent pas quitter Beyrouth pour se rendre en Syrie, car leur lieu naturel, en attendant la récupération de leurs droits légitimes, est là où ils se trouvent actuellement ».

● A JERUSALEM, le général Moshe Lévy, sous-chef d'état-major de l'armée, a déclaré que les forces israéliennes au Liban prenaient des dispositions logistiques de façon à pouvoir y passer l'hiver si cela s'avérait nécessaire.

● A LONDRES, l'ambassade d'Israël a protesté vendredi auprès du gouvernement contre l'entretien accordé la veille par le secrétaire adjoint au Foreign Office, M. Douglas Hurd, à M. Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'O.L.P. C'est, en effet, la première fois qu'un membre du gouvernement britannique reçoit un responsable de l'O.L.P., mais le Foreign Office a souligné que M. Kaddoumi faisait partie d'une délégation de la Ligue arabe.

### L'embarras de la diplomatie américaine

Correspondance

Washington. — Les porte-parole officiels observent la plus grande discrétion sur l'état de la négociation menée à Beyrouth par M. Habib. Refusant de commenter aussi bien les chances d'un succès que l'éventualité d'un échec, les milieux officiels se bornent à indiquer que le gouvernement de Washington poursuit ses préparatifs dans la perspective d'une participation américaine à la force internationale qui doit aider au retrait des combattants palestiniens de Beyrouth.

En tout cas, quelques signes témoignent d'une certaine évolution du gouvernement américain à l'égard des Palestiniens. Ainsi, le département d'Etat a exprimé son « profond regret » du rattachement de la défense israélienne, du maire de Gaza, M. Rachid Chawa, « d'un homme modéré » à l'extrême droite israélienne. M. Chawa, qui a été déclaré le porte-parole, a déclaré : « (...) Des leaders de cette qualité sont nécessaires au moment du règlement du problème palestinien dans le contexte de l'accord de Camp David ».

D'autre part, on confirme à la Maison Blanche que, dans son échange de correspondance avec M. Begin, le président Reagan ne s'est pas contenté d'insister sur le rétablissement du courant électrique et de l'approvisionnement en eau et en nourriture pour la population civile de Beyrouth-Ouest ; le président aurait souligné l'importance de laisser une présence politique de l'O.L.P. à Beyrouth après le départ des combattants.

Le président, en fait, ne peut être insensible aux vœux exprimés au Congrès, dans la presse et au sein même de son administration, selon lesquels le risque que représente l'envoi de « marines » ne mérite d'être couru que s'il s'accompagne d'une action diplomatique préparant une négociation sur le problème palestinien. L'intranséquence de M. Begin n'est pas le seul motif de prudence, en effet, le scepticisme et les réserves à l'égard de la par-

### Le général Sharon et M. Shimon Pérès évoquent une « solution jordanienne » du problème palestinien

Israël refusait toute négociation avec l'O.L.P., même celle-ci reconnait son existence, a déclaré M. Begin dans une interview au Wall Street Journal. Comparant M. Yasser Arafat à Hitler, le premier ministre israélien a ajouté : « Pas plus que je n'aurais cru Hitler, Goering ou Goebbels, je ne serais confiant à Arafat, à Kaddoumi ou à Abou Iyad ».

M. Begin a, d'autre part, affirmé qu'il espérait, à l'issue de la guerre du Liban, faire la paix avec ce pays ainsi qu'avec la Syrie et la Jordanie.

Le ministre de la défense, le général Sharon, a évoqué pour sa part une « solution jordanienne » du problème palestinien, après avoir affirmé qu'il n'y avait jamais eu d'Etat palestinien, ni à Gaza, ni en Cisjordanie.

Dans une interview diffusée vendredi 9 juillet par la télévision israélienne, le ministre israélien a déclaré : « L'Etat palestinien pourrait s'implanter en Jordanie. C'est la seule solution, les Palestiniens y sont prêts. Mais la création de cet Etat, on pourrait en venir à une confédération ».

### M. Mitterrand : « NI L'EXTERMINATION DES PALESTINIENS, NI UN SUCCÈS MILITAIRE ISRAËLIEN, N'APPORTERONT UNE SOLUTION DURABLE »

Budapest. — M. Mitterrand a estimé le vendredi 9 juillet à Budapest que « l'extermination des Palestiniens n'apporterait pas une solution durable ». Il a ajouté qu'il n'y avait « ni l'extermination des Palestiniens, ni un succès militaire israélien, qui apporterait une solution durable ».

« Il faut qu'il y ait une solution qui soit durable », a-t-il dit. « Il faut que les Israéliens s'accrochent pour qu'intervienne une pratique réelle de coexistence ».

M. Mitterrand a déclaré que les Palestiniens pouvaient être en sécurité dans un dispositif établi d'un commun accord, a-t-il déclaré. M. Mitterrand lors de sa conférence de presse, a déclaré qu'il était « très intéressé » par l'agence palestinienne Wafa, évoquant l'« Oradour » perpétré par Israël au Liban. M. Mitterrand a déclaré que « les Israéliens ont fait un acte de résistance, provoquant des résistances, provoquant des résistances ».

### LE CONGRÈS JUIF MONDIAL SE PRONONCE POUR « LA RÉALISATION DES DROITS LÉGITIMES DU PEUPLE PALESTINIEN »

Le Congrès juif mondial, qui regroupe les représentants de soixante pays et que préside actuellement M. Edgar Bronfman, a tenu ses travaux pendant deux jours à Paris. Dans un communiqué publié vendredi 9 juillet, il s'est, pour la première fois, prononcé pour « la réalisation des droits légitimes du peuple palestinien ». En outre, M. Bronfman, dans son discours d'ouverture (le Monde du 9 juillet), a tenu à souligner la politique de M. Begin, notamment en Cisjordanie, et souligné que sa victoire devrait inciter à rechercher les moyens de faire la paix et non la guerre contre les Arabes.

Cette position traduit les divergences grandissantes apparues au sein de la diaspora depuis l'invasion du Liban par les forces israéliennes. Le Congrès juif mondial s'est refusé cependant à condamner cette invasion. Il a réaffirmé sa confiance dans le processus de Camp David et justifié l'opération « paix en Galilée », lancée le 6 juin, en affirmant qu'elle ne répondait pas à des buts de conquête.

### Étranger dans sa propre ville

De notre correspondant

Beyrouth. — Tandis que l'on négocie son sort par le truchement de celui de la résistance palestinienne, Beyrouth s'est mise au rythme du blocus. L'atmosphère est oppressante, mais quelle fascination aussi quand on se met en route pour faire, à pied, les 500 mètres qui séparent la ligne droite du dernier poste israélien, au secteur chrétien, du premier poste palestinien-progessiste, de l'autre côté de la ligne de démarcation. On a l'impression d'évoluer dans le vide, d'entrer dans une ville où l'on a passé sa vie, qui est toujours familière, mais où l'on se sent étranger.

Les monticules de sable étaient pourtant là, même s'ils étaient moins nombreux, les rues minées également, ainsi que les immeubles éventrés ou détruits. Il y a davantage de miliciens dans les rues, mais qui s'en soucie à Beyrouth ?

Les temps sont plus durs qu'ils n'ont jamais été en huit ans d'une guerre à épisodes multiples, et le blocus, strict mais quelquefois entrecoupé, a duré brutalement et légitime sans le faire disparaître. Même les autres denrées alimentaires commencent à manquer. Les hôpitaux surchargés ferment des étages et son menacés dans leur fonctionnement par l'absence d'aliments pour les groupes électrogènes continuellement sol-

### EN DESTITUANT LE MAIRE « MODÉRÉ » DE GAZA

### Le gouvernement de Jérusalem semble tout faire pour provoquer la radicalisation des Palestiniens des territoires occupés

De notre correspondant

Jérusalem. — En désavouant le maire de Gaza et en destituant ainsi à exécution un ultimatum lancé une semaine plus tôt (le Monde du 9 juillet), le gouvernement de Jérusalem a franchi un pas très significatif. Car M. Rachid Chawa avait été longtemps, avec le maire de Bethléem, M. Elias Freij, l'un des chefs de file du camp des « modérés » ou considérés comme tel par les Israéliens eux-mêmes.

M. Chawa, comme M. Freij, tout en rejetant le projet d'autonomie et en dénonçant la violence des autorités israéliennes d'assurer une autonomie complète sur les territoires occupés, avait eu, par son tour mensural, à l'égard des éléments qui, au sein du « mouvement national », étaient les plus proches de l'O.L.P.

Il avait entretenu des liens étroits avec le régime hachémite de Jordanie. M. Chawa, qui s'était déclaré à plusieurs reprises en faveur d'un règlement négocié de la question palestinienne, bénéficiait, dans le territoire de Gaza, du soutien d'une grande partie des milieux traditionnels et conservateurs (1). Comme la plupart des autres municipalités dans les territoires occupés, celle de Gaza avait réduit ses activités pour éviter au maximum les contacts avec l'administration civile d'Israël, qui depuis son installation au sein des gouvernements militaires de Cisjordanie et du territoire de Gaza à la fin de l'année dernière, préférait, aux yeux des Palestiniens, la mise en place d'une autonomie imposée équivalant à une annexion de fait.

L'administrateur civil de Gaza, le général Yossef Lami, avait sommé M. Chawa de mettre fin à ce boycottage avant le 10 juillet, mais le maire de Gaza, ayant fait deux jours plus tôt, savoir que son conseil municipal refusait de se soumettre à cette injonction, la destitution, ainsi que celle du conseil, lui a été notifiée le 9 juillet. M. Chawa est le septième maire limogé dans les territoires occupés depuis le début de l'offensive israélienne contre les dirigeants locaux les plus nationalistes.

### Alors qu'Israël les considère comme des droits-communs

### LA CROIX-ROUGE DÉPLORE DE N'AVOIR PU VISITER 9 000 PRISONNIERS DE GUERRE PALESTINIENS

M. Jean-Pierre Roche, directeur des opérations de la Croix-Rouge internationale, a déclaré lors de sa visite de l'organisation aux prisonniers de guerre, a lancé vendredi 9 juillet un nouvel appel aux forces armées de Liban pour leur demander de l'autoriser à remplir son mandat. Il a indiqué que depuis le 6 juin, la Croix-Rouge n'avait pu visiter que 13 Palestiniens et 50 Syriens prisonniers des Israéliens, qui détiennent quelque 9 000 personnes.

Interrogé à ce sujet, un officier supérieur israélien, le colonel Pinchas Barak, a déclaré : « Les terroristes de l'O.L.P. sont considérés par nous comme des droits-communs, ce qui n'a rien à voir avec la Croix-Rouge. Ils seront traités en justice et jugés comme des droits-communs ».

Par ailleurs, un rapport de l'O.N.R.W.A. (Office des Nations-Unies pour les réfugiés palestiniens) publié vendredi précise que 47 500 réfugiés palestiniens au Liban enregistrés auprès de l'organisation sont sans abri. Parmi ceux-ci, 12 000 proviennent de Damour (Sud de Beyrouth) 26 000 du camp de Ain el Heloune (près

de Saida) et les autres de trois autres camps.

Toujours selon le rapport, « la coupe de l'eau et de l'électricité par les forces israéliennes de Beyrouth et de sa banlieue affecte la vie de plus de 80 000 réfugiés palestiniens dans la région de la capitale libanaise ». Les réfugiés de l'O.N.R.W.A. ont subi de graves dommages matériels et humains. Les réfugiés de l'agence à Beyrouth manquent considérablement de nourriture et de médicaments et que « près de la moitié des réfugiés palestiniens au Liban enregistrés auprès de l'O.N.R.W.A. (soit environ 200 000) habitent dans les camps de réfugiés, les autres étant dispersés dans les villages et les villes ».

Enfin, selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.) au moins 5 000 Libanais et autant de Palestiniens se sont réfugiés en Syrie, d'après la commission de l'Organisation israélienne. — (A.F.P.)

● Un centre d'information sur les prisonniers, déportés et disparus palestiniens et libanais a été créé à Paris sur l'initiative d'un collectif d'avocats comprenant MM. Nuri Abala, Maurice Buttin, Antoine Comte, Gérard de la Pradelle, Léo Mitterrand et M. Beaulieu, Marie-France Schmidlin (1). Le collectif a demandé l'envoi d'une commission d'enquête, en relation avec la commission de sauvegarde des prisonniers palestiniens et libanais, l'Association française des juristes démocrates (A.F.J.D.) et le Mouvement international des juristes catholiques. Des membres du collectif ont été reçus le 5 juillet au Quai d'Orsay.

Des centres d'information analogues ont été créés ou sont en voie de formation à Washington, Londres, Rome, Bruxelles et Genève.

(1) 5, rue Dupont-des-Loges, 75007 Paris.

LISEZ LE

Le Monde des PHILATÉLISTES

OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE



## DIPLOMATIE

LA FIN DU SOMMET FRANCO-HONGROIS

### M. Mitterrand se refuse à « faire l'impasse » sur l'Afghanistan et la Pologne

M. François Mitterrand a regagné Paris vendredi soir 9 juillet, après quatre-vingt heures passées en Hongrie. Après avoir eu dans la matinée divers entretiens avec des intellectuels hongrois, ainsi qu'avec le primat, Mgr Lékai, le président de la République avait eu un second tête-à-tête avec le premier secrétaire du parti socialiste hongrois, M. János Kádár. Il avait ensuite donné un déjeuner en son honneur, suivi d'une conférence de presse.

Budapest. — « Il n'y avait aucun contentieux particulier entre nous, mais pas non plus de relations actives. Nous sommes donc arrivés de la même manière », a-t-il résumé, en ouvrant vendredi la conférence de presse qu'il tenait en commun avec M. Kádár, l'après-midi des entretiens qu'il a eus, ainsi que quatre membres du gouvernement qui l'accompagnaient, dans la capitale hongroise.

Dans la matinée, c'est surtout de culture qu'il avait été question. Le chef de l'Etat avait pu s'entretenir brièvement avec un certain nombre d'écrivains hongrois, mais aussi visiter, parmi d'autres expositions, celle qui, à Budapest, est consacrée à l'édition de livres en langue magyare. — Plus de quatre cents livres et cinquante millions de volumes depuis 1945.

C'est un domaine où le déséquilibre des échanges au détriment de la Hongrie est considérable; il devrait être (déjà) corrigé par la prochaine édition en français d'une quinzaine de livres hongrois. Le poète Guillevin, qui a beaucoup écrit à la diffusion

De notre envoyé spécial

de la littérature magyare en France, faisait d'ailleurs partie des invités du président de la République. Ce dernier a, en tout cas, été frappé par la persistance du prestige culturel français en Hongrie.

M. Mitterrand avait profité de sa deuxième rencontre approfondie avec M. Kádár pour évoquer avec lui la situation au Proche-Orient, à propos de laquelle il a noté certaines convergences entre les analyses développées de part et d'autre. Il s'en est expliqué publiquement (voir page 2).

Mais ce sont naturellement les relations Est-Ouest, qui une fois de plus ont prioritairement retenu l'attention des deux hommes d'Etat lors de leur tête-à-tête, comme au cours de leur conférence de presse commune. M. Mitterrand a dit notamment: « Nous sommes à deux systèmes différents, mais nous avons des affinités et des intérêts communs, quand cela ne serait que la sauvegarde de la paix. (...) Si nous ne sommes pas d'accord sur tous les plans, le champ est vaste où nous pouvons peser sur les décisions qui commandent la paix du monde. » M. Kádár a en particulier invité les pays tiers à « éviter de tout transformer en affrontement des deux super-puissances ».

A propos des négociations de Genève, le chef de l'Etat a estimé: « Il faut tout mettre sur la table. Si cette négociation ne réussit pas, il y aura la réalisation des plans annoncés (...) et la course reprendra vers le sur-armement. Car il faut être réaliste, le débat porte seulement sur la diminution du surarmement. (...) Je crois que dans le

cadre de leurs alliances respectives des pays sages comme la Hongrie et la France peuvent jouer un rôle à cet égard ».

Interrogé sur son intention éventuelle de rencontrer M. Brejnev, après avoir vu M. Kádár, le président français a répondu: « Ce dialogue franco-soviétique existe. Il y a des échanges de messages entre M. Brejnev et moi, j'en ai encore reçu un tout à l'heure. La question est de savoir si, montant un barreau de l'échelle, il faut organiser une rencontre entre ceux qui exercent les fonctions suprêmes dans nos pays. C'est là qu'intervient toute une symbolique. On ne doit pas, comme on l'a fait trop souvent, faire l'impasse sur les événements d'Afghanistan et de Pologne (...) Quand je jure par mon Dieu, Brejnev regarda que l'intérêt de la paix dans le monde et celui de l'Europe peuvent justifier un échange de vues direct, cet échange aura lieu. J'ai toujours souhaité la coopération mais pas dans la faiblesse et l'obscurité ».

M. Kádár a d'autre part indiqué que des contacts d'information seraient régulièrement tenus entre ministres des affaires étrangères des deux pays. « Nous avons en outre décidé de travailler en commun pour que la conférence de Madrid puisse s'achever dans les meilleurs délais », a-t-il ajouté. Le premier secrétaire du parti socialiste ouvrier hongrois avait auparavant assuré que la « visite de M. Mitterrand (...) dont on s'attendait beaucoup », avait parfaitement répondu à ses espérances.

BERNARD BRIGOULEUX.

## LES NEGOCIATIONS DE VIENNE

### Les pays de l'O.T.A.N. ont déposé un projet d'accord sur la réduction des forces en Europe centrale

De notre correspondante

Vienna. — Les Etats-Unis et leurs alliés de l'O.T.A.N. ont déposé un projet de réduction des forces en Europe centrale (M.E.F.E.) (1) ont, à une semaine de la fin de la vingt-septième phase de conversations, une nouvelle initiative pour sortir de l'impasse où l'on se trouve pratiquement depuis le début, en 1978. Cette proposition, présentée sous la forme d'un projet de traité, avait été annoncée par M. Reagan lors du sommet de l'O.T.A.N. le 9 juin à Bonn.

La proposition allie prévoit une limitation des forces en Europe centrale à un plafond commun de 900 000 hommes (700 000 pour les forces terrestres et 200 000 pour les forces aériennes) pour chaque allié de l'O.T.A.N. et le pacte de Varsovie. On parviendrait à ce plafond par des réductions mutuelles en quatre étapes: la première phase, les deux superpuissances seraient concernées; les Etats-Unis retireraient, dans les douze mois suivant la signature d'un accord, 15 000 hommes et l'U.R.S.S. 30 000 de leurs troupes terrestres stationnées en Europe centrale (Beneux, R.F.A., R.D.A., Pologne, Tchecoslovaquie). La deuxième phase prévoit, selon des sources occidentales informées, le retrait de 31 000 hommes de l'O.T.A.N. et de 33 000 du pacte de Varsovie, dont 33 000 Soviétiques. Dans les troisième et quatrième phases, réparties sur quatre ans, les deux alliances devraient ramener leurs

limites des troupes en présence. Pour l'O.T.A.N. l'effectif du pacte de Varsovie est supérieur de plus de 150 000 hommes aux forces alliées, tandis que les pays socialistes estiment qu'il existe un équilibre approximatif. Sur cette question qui est la principale pierre d'achoppement de la négociation depuis son début, l'O.T.A.N. maintient ses positions inchangées: le nouveau texte se borne à répéter qu'un accord sur les effectifs stationnés dans la région reste la condition sine qua non de la signature d'un traité.

WALTER BAUTYLL.

(1) Les participants aux M.E.F.E. sont classés en deux catégories: ceux participants directs: Etats-Unis, Grande-Bretagne, Canada, R.F.A., Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, U.R.S.S., R.D.A., Pologne, Tchecoslovaquie — tous pays qui ont accepté de participer à la négociation. Buit participants à statut spécial qui ne disposent pas de forces stationnées dans la zone et qui ne sont donc pas concernés par un éventuel accord: Norvège, Danemark, Suède, Finlande, Roumanie, Bulgarie.

La France, qui a été invitée à signer comme participant direct, a toujours refusé de prendre part à la négociation.

## EUROPE

R. F. A.

### LES ECOLOGISTES S'INTERROGENT SUR UNE EVENTUELLE COOPERATION AVEC LES SOCIAUX-DEMOCRATES

De notre correspondant

Bonn. — Pour la première fois, tous les députés écologistes des parlements régionaux devaient se réunir le samedi 10 et dimanche 11 juillet à Hambourg, pour débattre leur attitude face aux offres de coopération lancées par certains membres du parti social-démocrate (S.P.D.).

Selon les derniers sondages, les « verts », avec 17,7 % des intentions de vote, seraient devenus maintenant le troisième parti politique outre-Rhin. Non seulement ils seraient assurés d'avoir des députés dans le prochain Bundestag (Parlement fédéral) puisqu'ils franchiraient la barre fatidique des 5 %, mais encore ils dépasseraient le parti libéral (F.D.P.) (6,8 %), allié au S.P.D. dans l'actuelle coalition.

Cette montée en flèche des écologistes a déclenché une vive polémique au sein de la coalition. Au S.P.D., l'aile gauche estime qu'il faut se rapprocher des « défenseurs de la nature », qui ont déjà des représentants dans de nombreux parlements régionaux. Au F.D.P., au contraire, on l'on redoute d'être éliminé par les

## AFRIQUE

Tanzanie

### M. Nyerere défend son projet de société socialiste

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — L'orgueilleuse liaison entre la Tanzanie et le Fonds monétaire international (F.M.I.) connaît un nouvel épisode. Les deux partenaires ont reconstruit la langue à Washington (la épique du F.M.I., s'élève à Dar-Es-Salaam au moment où la situation économique du pays hôte n'a jamais semblé aussi alarmante. L'anjour de cette laborieuse négociation, amorcée depuis trois ans, n'est pas l'occasion par le Fonds d'un important crédit susceptible d'assainir les finances tanzaniennes et de stimuler la production.

Les maux du socialisme tanzanien sont bien connus des experts du F.M.I. La crise financière frappe la banqueroute. Dans les caisses de l'Etat, désespérément vides, les réserves en devises ne couvrent plus que les besoins immédiats. Les importations de biens de consommation et de pièces détachées des entreprises ferment leurs portes chaque semaine. Les autres tournent au ralenti. La fermeture récente d'une brasserie a privé l'Etat d'une partie de ses recettes fiscales indirectes. L'arrêt de la seule fabrique de pneus perturbe un peu plus le système de transports déjà déficient. Des milliers de camions et d'autobus sont immobilisés. En raison de la pénurie de papier, le Daily News, seul quotidien en langue anglaise, vient à nouveau de réduire son tirage de moitié. La Tanzanie engloutit dans la facture pétrolière — près de 80 % de ses recettes d'exportation.

Le tonnage d'hydrocarbures fourni aux compagnies aériennes étrangères opérant en Tanzanie, sera réduit de 30 % le 15 juin. Plusieurs d'entre elles pourraient être contraintes, de ce fait, de briser l'escalade de Dar-Es-Salaam.

Le gouvernement a décidé, en mars, d'ajourner la mise en œuvre de tous les projets de développement programmés pour la prochaine année budgétaire (juillet 1982-juin 1983). La dette tanzanienne avoisine 1,5 milliard de dollars, dont environ 300 millions d'arriérés à court terme. Le pays importe plus de deux fois ce qu'il exporte. Le taux d'inflation annuel est estimé à 80 %, tandis que la masse monétaire en circulation ne cesse de se gonfler dangereusement. Le shilling tanzanien se négocie sur le marché parallèle, au cinquième de sa valeur. Le déficit budgétaire atteint 300 millions de dollars.

L'étiolation de la production agricole a des raisons multiples. Les vents dévastateurs ont détruit les cultures; les paysans sont-ils mal outillés, manquent de pièces détachées et d'engrais, les projets trop grandioses, pénurie de techniciens, ankylose bureaucratique. L'an dernier, la Tanzanie a dû importer 250 000 tonnes de céréales et de graves négligences se soulèvent par le langage du ministre de l'Agriculture. Cette année, les conditions climatiques favorables laissent prévoir une bonne récolte. Mais les autorités semblent impuissantes à réduire les pertes dues à la contrebande.

Le F.M.I. lui a appelé une première

fois, en 1979, au chevet de l'économie tanzanienne.

De difficiles tractations aboutiront, en septembre 1982, à un accord aux termes duquel celui-ci promettrait à la Tanzanie, sur une période de deux ans, un crédit d'attente (stand by) de 240 millions de dollars. Seule la première tranche fut déblocquée, car la Tanzanie ne put satisfaire aux exigences dont ce prêt était assorti. M. Nyerere reprocha au F.M.I. de vouloir dicter sa loi et imposer ses « idées folles », l'accusa d'« ingérence » et de « subversion ».

M. Nyerere critiqua aussi l'« aide trop faible et trop tardive » de la Banque mondiale (depuis 1963, son organisme et ses filiales ont prêté 1,7 milliard de dollars à la Tanzanie). Fervent nationaliste, M. Nyerere est très susceptible sur le chapitre de l'indépendance nationale. Il fustige l'attachement du F.M.I. aux lois du libre échange, son approche trop « productiviste » faisant fi des objectifs politiques du gouvernement tanzanien et le suspecte de vouloir l'obliger à repudier le projet socialiste. Ces griefs, partiellement fondés, n'ont pas empêché la reprise des négociations. Il est vrai que M. Nyerere, quelle que soit sa susceptibilité, n'a guère le choix.

Toutefois, le F.M.I. reste attaché, jusqu'à preuve du contraire, aux mêmes remèdes. Dans son plus récent rapport à ce sujet, fin 1981, il prônait des mesures draconiennes: dévaluation de 50 %, réduction de 10 % des dépenses de presse, augmentation de 20 % des prix aux producteurs pour les principales cultures.

## AMERIQUES

Etats-Unis

### LA JOURNÉE DES DISPARUS ET ANCIENS PRISONNIERS DE GUERRE AU VIETNAM

Washington (A.F.P.). — Un drapeau noir et blanc a été hissé, vendredi 9 juillet, sur la Maison Blanche et le Pentagone à l'occasion de la Journée nationale des disparus et anciens prisonniers de guerre du Vietnam, proclamée par le président Reagan. Ce drapeau, frappé d'une silhouette de soldat dans un cercle blanc sur un fond noir, flottait au côté de la bannière étoilée.

Neuf ans après la fin de leur engagement au Vietnam, les Etats-Unis n'ont pas complètement perdu l'espoir de retrouver vivants quelques-uns des deux mille cinq cents militaires américains portés manquants en Asie du Sud-Est. Selon le Pentagone, la moitié de ces disparus ont été tués au combat mais leurs corps n'ont jamais

été retrouvés. Le sort des autres, soit près de mille trois cents soldats et aviateurs, reste un mystère. Certains d'entre eux ont été retrouvés et vivent dans des camps de prisonniers au Vietnam. Cette question, de nombreuses familles et officiels américains se la posent, en dépit des affirmations répétées du gouvernement de Hanoi selon lesquelles tous les prisonniers de guerre ont été libérés.

Les services de renseignement du Pentagone enquêtent actuellement sur quatre cent vingt-six cas d'Américains qui seraient toujours détenus en Asie du Sud-Est. « Malheureusement, nous n'avons pas eu en mesure de réunir des preuves convaincantes », affirme un expert militaire.

## ASIE

Vietnam

### UN RETRAIT TOTAL DU CAMBODGE EST LIÉ À LA FIN DE LA MENACE CHINOISE

déclare l'ambassadeur à Paris

M. Vai Van Bo, ambassadeur du Vietnam en France, a commenté, jeudi 8 juillet, au cours d'une conférence de presse les propositions formulées par les ministres indochinois des affaires étrangères au sujet du Cambodge (Le Monde du 9 juillet). M. Vai Van Bo a cependant déclaré qu'il était « impossible de dire » quel était l'effort total vietnamien au Cambodge, ni celui des troupes qui seraient retirées « dans le courant juillet ». « Vous le savez le moment venu », comme il s'agit d'un geste de bonne volonté, unilatéral, et non d'un engagement de part et d'autre, il n'est pas question de contrôle de ce retrait. Le second retrait, qui pourrait avoir lieu en cas de réaction positive de Bangkok, sera également « partiel », car « un retrait total est lié à la fin de la menace chinoise », non seulement au Cambodge, mais aussi au Laos, à la frontière sino-vietnamienne, et même en mer de Chine du Sud, où les Chinois occupent depuis 1974 l'archipel des Paracels. La fin de la menace chinoise « est tout à fait indépendante de la conférence interna-

tionale », que les ministres indochinois ont proposé de réunir et devra donc être l'objet de négociations entre Pékin et Hanoi.

Interrogé sur une éventuelle présence du gouvernement de coalition du prince Sihanouk à cette conférence, M. Bo a répondu: « La réunion des ministres a qualifié la coalition de farce. Je crois que cela suffit ». Enfin, à propos du siège du Cambodge à l'ONU dont Phanom-Penh demande qu'il soit pour le moment déclaré « vacant », M. Bo a dit qu'il ne devait pas être « occupé par les polpotistes, à visage découvert, ou à visage camouflé ».

Le millionième réfugié indochinois officiellement recensé est arrivé récemment en Thaïlande, a indiqué vendredi 9 juillet à Genève le porte-parole du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.). La moitié de ce million de réfugiés sont arrivés dans les pays de la région par mer, a précisé le porte-parole. — (A.F.P.)

### Les Etats-Unis ne signeront pas le traité sur le droit de la mer

Washington (A.F.P.). — Les Etats-Unis ne signeront pas le traité sur le droit de la mer parce qu'il contient des dispositions « inacceptables » sur l'exploitation des richesses minérales des fonds marins, a annoncé vendredi 9 juillet la Maison-Blanche. Dans une déclaration faite au nom du président Reagan, spécialement en Californie, la Maison-Blanche a indiqué que cette décision avait été prise après qu'il eût été constaté que le traité adopté le 30 avril par la conférence spéciale de l'ONU sur le droit de la mer ne remplissait « aucun des six objectifs fondamentaux » que s'étaient fixés les Etats-Unis.

Ces objectifs, annoncés le 28 janvier dernier par le président Reagan, visaient à défendre les intérêts stratégiques et économiques des Etats-Unis d'Amérique. Washington appelle la « convulsion » des pays du Tiers-monde. La Maison-Blanche a toutefois indiqué que les Etats-Unis continueraient à participer aux travaux de la conférence spéciale des Nations unies, mais uniquement au niveau des experts.

La Maison-Blanche a précisé

que le gouvernement américain n'était pas opposé aux dispositions du traité relatives à la liberté de circulation maritime et à l'énergie dans des détroits stratégiques pour que la limite territoriale de 12 milles prévue par le traité puisse être appliquée. En revanche, les Etats-Unis ont maintenu leur totale opposition aux clauses du traité prévoyant des limitations à l'exploitation des ressources minérales sous-marines contenues dans les modules polymériques. Les fonds marins « sont une source riche de métaux stratégiques tels que le cobalt, le magnésium, le nickel ou le cuivre et nous sommes prêts à défendre très fermement leur et leur nos intérêts vitaux », a déclaré un haut responsable du département d'Etat.

Après neuf ans de discussions, le projet de convention sur le droit de la mer avait été approuvé par cent trente Etats (dont la France) le 30 avril à New-York (Le Monde du 4 mai). Les Etats-Unis, la Venezuela, Israël et la Turquie avaient voté contre tandis que l'U.R.S.S. et les pays du camp socialiste, ainsi que la Grande-Bretagne et la R.F.A., s'étaient abstenus.



Le Monde

# politique

LA POLÉMIQUE SUR LE STATUT DE LA CAPITALE

## M. Chirac : la consultation des Parisiens constitue un préalable à toute négociation

MM. Georges Sarre (P.S.) et Henri Fiszbin (non inscrit), conseillers de Paris, ont donc obtenu gain de cause. Un « débat » est organisé, lundi 12 juillet, à l'hôtel de Ville, sur la réforme du statut de la capitale. Ainsi en ont décidé les présidents des groupes politiques de l'assemblée municipale réunis vendredi après-midi dans le bureau du maire. Mais ce sera un faux et inutile débat. Un faux débat, parce qu'il a été convenu que le dossier de la réforme du statut ne serait ouvert qu'entre 16 heures et 17 heures, c'est-à-dire entre deux discussions de mémoires inscrits à l'ordre du jour de la séance du Conseil de Paris. Et parce que n'interviendront au cours de ce débat que les présidents de groupe qui disposeront d'un même temps de parole. En bref, il ne s'agit donc que de monologues connus à l'avance. Un inutile débat, sans

doute, parce que personne ne sait encore très précisément ce que sera le nouveau statut de Paris et que tout a déjà été dit.

Le véritable débat aura lieu à l'automne, quand le gouvernement aura déposé son projet de loi. Sans attendre, M. Jacques Chirac s'emploie, toutefois, à exploiter l'avantage politique que lui a donné, dans cette « affaire », la maladresse du gouvernement. Illustrée par les discordances entre les déclarations respectives du ministre de l'Intérieur et du premier ministre. Multipliant les déclarations et les interviews, le maire de Paris a notamment souligné, vendredi 9 et samedi 10 juillet, que la « consultation » des Parisiens constituait pour lui « le préalable à toute négociation ». M. Chirac en profite pour préciser le programme de rétablissement du gouvernement à diriger le pays et

et préciser le programme de rétablissement qu'il faudra appliquer, à son avis, quand la gauche aura perdu le pouvoir, ce qui lui apparaît inéluctable.

Le président du R.P.R., sur ce point, reçoit le renfort de M. Michel Poniatowski, qui affirme que la France n'a jamais eu depuis deux cents ans, un gouvernement « si mauvais », que le socialisme est en passe de devenir « insupportable » au pays et qu'en définitive de nouvelles élections législatives devraient avoir lieu prochainement « si le gouvernement se conduit démocratiquement ». Ce qui fait bon marché — on en conviendra — de la volonté démocratiquement exprimée, il y a un an par les électeurs, mais qui prouve que l'ancien ministre de l'Intérieur reste égal à lui-même dans l'art de la nuance.

JEAN PERRIN.

Dans une déclaration publiée par le Figaro Magazine du samedi 10 juillet, M. Jacques Chirac indique notamment :

« En baissant le ton d'un cran, le gouvernement propose une négociation... »

« Aujourd'hui, il s'agit de se donner le beau rôle et masquer sa recrudescence en se déclarant prêt à discuter du statut de Paris, comme un juge qui, une fois déchargé de la sentence de mort, vient négocier avec le condamné les instruments de son trépas. La ficelle est un peu grosse... »

« Nous avons proposé la seule mesure de bon sens dans cette affaire : la consultation des Parisiens. Elle constitue pour nous le préalable à toute négociation. Comment pourrions-nous « négocier » sur le dos des Parisiens et des Parisiens, un accord

d'où ils auraient été exclus par avance ? »

« Nous sommes des démocrates et nous pensons que nul n'est mieux placé qu'un électeur, un contribuable ou un usager pour décider du sort qui doit lui être réservé... »

Vendredi, commentant devant la presse les précisions apportées le 7 juillet par M. Pierre Mauroy sur les intentions gouvernementales, le maire de Paris avait déclaré : « L'ignorance pyramidale dont le premier ministre a fait preuve en ce qui concerne la gestion de la capitale l'a conduit à dire des choses qui n'ont pas de sens. Pour l'instant, c'est la capitale qui est lésée, et non la France. Je suis favorable à une concertation, mais auparavant le gouvernement devra clarifier ses idées. Je ne me préterai pas à une discussion où serait mise en cause l'unité de

la capitale. Si le gouvernement dit clairement qu'il y aura à Paris une seule commune et un seul maire, je suis tout disposé à en discuter en association avec les maires de grandes villes, telles que Lyon et Marseille... »

Dans une interview publiée le même jour par le Nouveau Journal, M. Chirac avait précisé ce qu'il devait être, à ses yeux, l'action de l'opposition lorsque celle-ci « sera redevenue la majorité » : « Elle [la nouvelle majorité] aura le temps de temps très court pour mettre en œuvre son programme de redressement, qui devra être sans aucun doute perçu d'ordres de grandeur et qui impliquera une véritable politique de développement économique et social... »

« Nous sommes en train de redresser, dans l'objectif sera essentiellement de rendre la confiance aux travailleurs et aux entreprises de notre pays, afin de déboucher sur une véritable politique de développement économique et social... »

« Mais un certain nombre de mesures devront être adoptées, notamment les nationalisations et des économies à l'extérieur, dont on a l'habitude de nous dire qu'elles consistent à donner des droits aux travailleurs... »

## La « bataille » du courrier

C'est à qui recevra le plus de lettres, de mots d'encouragement. A la mairie de Paris comme chez les élus socialistes, la « bataille de Paris » a provoqué un afflux de courrier. Et les décomptes commencent.

A l'hôtel-de-Ville, cent mille coups-réponses figurent au bas des lettres distribuées par les parisiens de M. Jacques Chirac, et plus de vingt mille lettres, ont déjà été reçues. De nombreux messages de soutien, dont plus de sept mille viennent de province, des conseils de vigilance — « gare au coup de Jarnac ! », — des cartes postales représentant des monuments de Paris et légendées « Paris d'aujourd'hui et de demain », et même des lettres de félicitation.

« Le maire, jeune et dynamique ; de tous côtés la ville défendait contre les diktats étatiques qui voulaient la paralyser, malheureusement ce maire était d'ailleurs plus malade — de plus il est R.P.R. — fut honnête de la majorité... »

Plusieurs Parisiens réclament une consultation populaire : « Je veux sau-

le système bancaire, la dénationalisation doit être très poussée. En revanche, si j'observe la situation de la sidérurgie, le doute que nous puissions la dénationaliser. Mais il y a un certain nombre d'entreprises qui ont été nationalisées, parfois depuis très longtemps, et qui ne sont pas devenues rentables... »

Pour sa part, M. Michel Poniatowski, ancien ministre de l'Intérieur, écrit notamment dans la Lettre des républicains, organe du parti républicain, sous le titre : « L'espoir face à l'incompétence » : « Jamais depuis la fin de la guerre, jamais depuis deux cents ans la France n'a eu un si mauvais gouvernement : incompétent, inefficace, ignorant... »

L'essentiel est la volonté d'agir pour l'avenir, d'agir pour le bien de la France, de la France de demain, de la France de demain, de la France de demain... »

M. Poniatowski ajoute que les élections législatives, « face aux échecs successifs du gouvernement, pourraient bien être avancées et devraient l'être, si le gouvernement se conduit démocratiquement... »

ver Paris de la maquette et envoient mille paroles des chèques. Une quinzaine de lettres hostiles seraient parvenues également à la mairie de Paris qui juge que « seules dix ou six » représentent les arguments du P.S., les autres n'étant que « grossières... »

De leur côté, les socialistes parlent d'envois « importants », de « courrier abondant » qui montre, selon M. Georges Sarre, député de

## UN MILLION DE PUBLICITÉ

« Un demi-franc par Parisien » tel est, selon M. Jacques Chirac, le coût de la campagne publicitaire lancée par la mairie de Paris pour opposer au projet gouvernemental sur la réforme du statut de la capitale. Interrogé à ce sujet, le maire a précisé, le 9 juillet, que 300 000 F avaient permis de réserver les places pour les électeurs, et que 700 000 F avaient été déboursés pour les journaux. Soit un total d'un million de francs.

« Les journaux ont été payés par la mairie de Paris, mais les journaux ont été payés par la mairie de Paris, mais les journaux ont été payés par la mairie de Paris... »

M. Georges Sarre, président du groupe socialiste au Conseil de Paris, a paré à ce sujet de « détournement de fonds publics à des fins politiques... »

Paris, que « malgré un matraquage systématique de l'opinion, une large fraction de Français et de Françaises se laisse pas abuser... »

Certains dénoncent les pouvoirs lucratifs du maire de Paris : « Il faut que le « député » qui régnait comme maître en saigne et maître comme maître... »

D'autres envoient la copie de courriers adressés au maire de Paris : « Cher Monsieur Chirac, si je peux vous donner un conseil, étant votre aîné, au lieu de gaspiller votre argent pour une campagne de publicité dans Paris, confiez votre budget aux ASSÉDÉS qui ont tellement besoin pour envoyer le chèque dont vous êtes un peu responsable... »

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

## Le gouvernement apporte plusieurs retouches au dispositif de blocage des prix et des revenus

Le premier ministre a engagé une nouvelle fois la responsabilité du gouvernement, vendredi 9 juillet, à l'Assemblée nationale, sur le projet de loi relatif au blocage des prix et des revenus, en vertu de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution. Après l'adoption, jeudi soir 8 juillet, par le Sénat d'une question préalable, la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte de compromis entre les deux Assemblées avait pu aboutir à un accord.

Le projet soumis en deuxième lecture aux députés diffère de celui sur lequel l'Assemblée s'est prononcée en première lecture (le Monde du 25 juin) par l'adjonction de onze amendements du gouvernement. M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R., a déposé une nouvelle motion de censure dont les signataires sont membres des groupes R.P.R. et U.D.F. et qui est identique à celle déposée en première lecture (le Monde du 30 juin). Les modifications au texte initial concernent les points suivants :

### ● ARTICLE 1<sup>er</sup> (blocage des prix)

Le Sénat ayant fait remarquer que l'extension des ordonnances de 1945 relatives aux prix pouvait soulever des difficultés juridiques, cette référence ne figure plus dans le texte : « Nonobstant toute disposition contraire, et jusqu'au 31 décembre 1983 :

1) Les prix figurant sur les factures d'eau et d'assainissement émises après le 15 juin ne peuvent dépasser ceux qui figurent sur la dernière facture reçue par le même abonné. Les nouveaux abonnés ne peuvent que le prix pratiqué à l'égard des anciens abonnés facturés le même jour ;

2) Les prix des transports routiers de marchandises et des commissions de transport, à l'exception de ceux qui sont fixés dans le cadre de la tarification routière obligatoire, ne peuvent être supérieurs à ceux qui figurent sur la dernière facture de facturation d'arrivées ou de versements d'acomptes à la date du 11 juin ou, à défaut, à la date antérieure la plus proche ;

### Pas de rétroactivité des sanctions pénales

#### ● ARTICLE 4 (blocage des dividendes)

Trois sortes de dispositions sont prévues :

1) Le troisième paragraphe de cet article prévoit que, en cas d'infraction, les sommes dues par incorporation de réserves, la référence (pour le blocage) sera constituée par la masse totale des bénéfices distribués. La nouvelle rédaction de cet article fait référence à tous les cas de distribution d'actions sans variation de l'actif et en particulier au cas de la division des actions. Il est précisé que la variation d'actif prise en compte est celle qui suit l'exercice précédant l'action de référence ;

2) La liste des sociétés auxquelles ne s'applique pas le dédoublement du dividende, parce qu'elles sont assujetties à des obligations de distribution, sont ajoutées aux sociétés dites d'investissement « fermées » ;

3) Les sociétés qui contrevenaient aux dispositions de cet article seront passibles d'une amende d'un montant de 20 à 50 francs par titre (la rédaction initiale ne prévoyait pas de sanction).

#### ● ARTICLE 4 (blocage des revenus)

Cinq modifications sont prévues :

1) Le blocage ne s'appliquera pas aux revenus des régimes d'évolution sont déterminées par une convention collective ou un accord signé avant le 11 juin (ce qui était prévu dans le texte initial), ainsi qu'à ceux dont les règles d'évolution sont déterminées par un « statut » (ce qui n'était pas prévu) ;

2) Seules les augmentations individuelles résultant d'une promotion sont susceptibles d'être accordées pendant la période de blocage. L'amendement du gouvernement vise le cas — hypothétique — où se produiraient des hausses collectives de salaires résultant d'une promotion ;

3) Les dispositions relatives au blocage concernent également tout versement à titre de rémunération d'une somme quelconque qui ne résulte pas d'un « statut » (amendement de conséquence) ;

4) « A compter de l'entrée en vigueur de la présente loi et jusqu'au 31 octobre 1982, tout employeur qui aura procédé à une augmentation des rémunérations ou maintenu une augmentation contraire aux dispositions des paragraphes 1 et 2 ci-dessus, sera puni d'une amende de 300 à 1 000 francs, qui sera appliquée autant de fois qu'il y aura eu de salariés concernés » pour chaque mois de cette période. Cette nouvelle rédaction du paragraphe 1 de l'article 4 constitue la prin-

3) Les rémunérations versées sous forme d'honoraires ou assimilés, lorsqu'elles ne sont pas déjà soumises à l'ordonnance du 30 juin 1945 ou à une disposition réglementaire fixant leur montant, ne peuvent dépasser les niveaux atteints le 11 juin 1982 ou, à défaut, à la date antérieure la plus proche.

L'article 1, dans sa rédaction initiale, ne prévoyait pas de sanction et n'établissait pas explicitement la période de sortie du blocage. Ces deux lacunes sont comblées de la manière suivante :

1) « A compter de la promulgation de la présente loi, le maintien ou l'application de prix ou de rémunérations non conformes aux dispositions du présent article constitue une infraction constatée, poursuivie et réprimée dans les conditions prévues par l'ordonnance du 30 juin 1945. »

2) « A compter du 1<sup>er</sup> novembre 1982, il est mis fin au blocage par décret, au vu notamment des accords de régulation qui auront pu être conclus avec les professionnels. »

### ● ARTICLE 2 (blocage des loyers)

La nouvelle rédaction stipule que les loyers (et assimilés) « dus pendant la période du 11 juin 1982 au 31 octobre 1982 ne peuvent être supérieurs pour le même local ou immeuble aux derniers loyers du contrat en cours à la date du 11 juin 1982. Ce texte initial faisait référence aux loyers en vigueur à la date du 11 juin 1982, notion jugée trop imprécise par le gouvernement. Il est, d'autre part, précisé que les dispositions de cet article ne sont pas applicables « aux locaux n'ayant pas fait l'objet d'un contrat de location depuis dix-huit mois ou plus à la date de la nouvelle location ». La définition de la pratique de prix illicites, pratique réprimée dans les conditions prévues par l'ordonnance du 30 juin 1945, est précisée par la suppression du risque de rétroactivité qui subsistait du fait du renvoi à la période de référence fixée par la rédaction initiale. Le bailleur qui exigera un paiement — mais aussi « muni d'un mandat » — à la date de la nouvelle location.

La définition de la pratique de prix illicites, pratique réprimée dans les conditions prévues par l'ordonnance du 30 juin 1945, est précisée par la suppression du risque de rétroactivité qui subsistait du fait du renvoi à la période de référence fixée par la rédaction initiale. Le bailleur qui exigera un paiement — mais aussi « muni d'un mandat » — à la date de la nouvelle location.

La définition de la pratique de prix illicites, pratique réprimée dans les conditions prévues par l'ordonnance du 30 juin 1945, est précisée par la suppression du risque de rétroactivité qui subsistait du fait du renvoi à la période de référence fixée par la rédaction initiale. Le bailleur qui exigera un paiement — mais aussi « muni d'un mandat » — à la date de la nouvelle location.

La définition de la pratique de prix illicites, pratique réprimée dans les conditions prévues par l'ordonnance du 30 juin 1945, est précisée par la suppression du risque de rétroactivité qui subsistait du fait du renvoi à la période de référence fixée par la rédaction initiale. Le bailleur qui exigera un paiement — mais aussi « muni d'un mandat » — à la date de la nouvelle location.

La définition de la pratique de prix illicites, pratique réprimée dans les conditions prévues par l'ordonnance du 30 juin 1945, est précisée par la suppression du risque de rétroactivité qui subsistait du fait du renvoi à la période de référence fixée par la rédaction initiale. Le bailleur qui exigera un paiement — mais aussi « muni d'un mandat » — à la date de la nouvelle location.

La définition de la pratique de prix illicites, pratique réprimée dans les conditions prévues par l'ordonnance du 30 juin 1945, est précisée par la suppression du risque de rétroactivité qui subsistait du fait du renvoi à la période de référence fixée par la rédaction initiale. Le bailleur qui exigera un paiement — mais aussi « muni d'un mandat » — à la date de la nouvelle location.

La définition de la pratique de prix illicites, pratique réprimée dans les conditions prévues par l'ordonnance du 30 juin 1945, est précisée par la suppression du risque de rétroactivité qui subsistait du fait du renvoi à la période de référence fixée par la rédaction initiale. Le bailleur qui exigera un paiement — mais aussi « muni d'un mandat » — à la date de la nouvelle location.

La définition de la pratique de prix illicites, pratique réprimée dans les conditions prévues par l'ordonnance du 30 juin 1945, est précisée par la suppression du risque de rétroactivité qui subsistait du fait du renvoi à la période de référence fixée par la rédaction initiale. Le bailleur qui exigera un paiement — mais aussi « muni d'un mandat » — à la date de la nouvelle location.

La définition de la pratique de prix illicites, pratique réprimée dans les conditions prévues par l'ordonnance du 30 juin 1945, est précisée par la suppression du risque de rétroactivité qui subsistait du fait du renvoi à la période de référence fixée par la rédaction initiale. Le bailleur qui exigera un paiement — mais aussi « muni d'un mandat » — à la date de la nouvelle location.

La définition de la pratique de prix illicites, pratique réprimée dans les conditions prévues par l'ordonnance du 30 juin 1945, est précisée par la suppression du risque de rétroactivité qui subsistait du fait du renvoi à la période de référence fixée par la rédaction initiale. Le bailleur qui exigera un paiement — mais aussi « muni d'un mandat » — à la date de la nouvelle location.

La définition de la pratique de prix illicites, pratique réprimée dans les conditions prévues par l'ordonnance du 30 juin 1945, est précisée par la suppression du risque de rétroactivité qui subsistait du fait du renvoi à la période de référence fixée par la rédaction initiale. Le bailleur qui exigera un paiement — mais aussi « muni d'un mandat » — à la date de la nouvelle location.

La définition de la pratique de prix illicites, pratique réprimée dans les conditions prévues par l'ordonnance du 30 juin 1945, est précisée par la suppression du risque de rétroactivité qui subsistait du fait du renvoi à la période de référence fixée par la rédaction initiale. Le bailleur qui exigera un paiement — mais aussi « muni d'un mandat » — à la date de la nouvelle location.

La définition de la pratique de prix illicites, pratique réprimée dans les conditions prévues par l'ordonnance du 30 juin 1945, est précisée par la suppression du risque de rétroactivité qui subsistait du fait du renvoi à la période de référence fixée par la rédaction initiale. Le bailleur qui exigera un paiement — mais aussi « muni d'un mandat » — à la date de la nouvelle location.

La définition de la pratique de prix illicites, pratique réprimée dans les conditions prévues par l'ordonnance du 30 juin 1945, est précisée par la suppression du risque de rétroactivité qui subsistait du fait du renvoi à la période de référence fixée par la rédaction initiale. Le bailleur qui exigera un paiement — mais aussi « muni d'un mandat » — à la date de la nouvelle location.

## UNE « VILLE-PHARE » POUR L'URBANISME ET LA PARTICIPATION

### Autodécentralisation à Grenoble

De notre correspondant

Grenoble. — « Comment l'administration de Paris traiterait-elle pour avoir des contacts un peu personnalisés avec une population de 2,2 millions de personnes alors que nous, avec 170 000 habitants — soit l'équivalent du 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris — nous éprouvons à Grenoble un immense besoin de centraliser nos services ? », se demande le député et maire socialiste de la ville, M. Hubert Dubedout. L'un des soucis majeurs de la municipalité de gauche qui dirige Grenoble depuis 1977 est de mettre en place de nouvelles structures de « démocratie locale » susceptibles de rapprocher la population des élus et des services municipaux.

La première étape de ce projet ambitieux a permis notamment la décentralisation des services techniques municipaux dans six secteurs de la ville qui couvrent l'ensemble des quartiers. Symbole de cette décentralisation : l'antenne municipale du centre-ville s'est installée dans l'ancienne mairie, délaissée en 1962 lors de la construction du nouvel hôtel de ville. Des services municipaux décentralisés sont dirigés chacun par un ingénieur de la ville qui encadre une dizaine de personnes. Celles-ci sont chargées de l'entretien courant des bâtiments communaux et du cadre de vie, mais également de la représentation des services municipaux auprès de la population et des associations pour la fourniture, par exemple, de pièces d'état civil et de la délivrance d'informations. Enfin, elles assurent en liaison avec les services centraux et nous le contrôle des élus concernés, le suivi des problèmes des quartiers grâce à des contacts directs avec les organisations, les associations et les groupes d'habitants. De nombreuses questions autrefois réglées par les services techniques de l'hôtel de ville sont désormais résolues sur place et dans des délais généralement très brefs.

Parallèlement, la municipalité a mis en place au mois d'octobre 1981 des « assemblées de secteur » qui réunissent des élus municipaux, des représentants des associations présentes dans les quartiers, ainsi que les responsables d'équipements publics (M.J.C., centres sociaux, écoles). Réunies à l'initiative de la municipalité, ces assemblées sont appelées à se prononcer au moins deux fois par an sur les priorités à donner dans des do-

maines tels que la rénovation des bâtiments communaux, l'aménagement d'espaces libres ou encore la réalisation d'équipements de quartier.

Trop souvent, les associations sont restées au stade de la défense des intérêts les concernant. Elles ne souhaitent que les assemblées de secteur jouent un rôle d'impulsion et de proposition. Ils se demandent si un « budget de secteur » ne permettrait pas d'aller plus loin encore dans le processus de décentralisation. Une timide tentative dans ce sens a été menée en 1982. La ville a en effet attribué à chaque secteur une « enveloppe libre » de 200 000 F destinée à l'équipement de son choix.

### Accélérer le processus

M. Hubert Dubedout souhaite accélérer à partir de 1983 le processus de décentralisation amorcé ces dernières années dans sa ville. « Nos ingénieurs », décentralisés, dit-il, vont rapidement se trouver confrontés à des problèmes de nature politique lors des choix qu'ils seront amenés à faire. Il leur faudra alors une ouverture politique », explique M. Dubedout. Il serait favorable à la présence d'élus de quartier désignés à la proportionnelle et sur la base des résultats obtenus par la municipalité tout entière, afin de se prémunir contre les risques de création de quartiers de droite et d'autres de gauche.

Jugeant avec prudence la réforme du statut de la capitale, le maire de Grenoble considère qu'elle engendrerait des comportements urbains totalement nouveaux, mais qu'elle ne pourra pas se faire du jour au lendemain. Il prévoit « une mise en place pragmatique et hésitante de nouvelles institutions », qui, dit-il, à l'image de Grenoble, devront travailler étroitement, dans chaque arrondissement, avec les associations. Mais, ajoute M. Dubedout, il faut que le maire de Paris conserve des pouvoirs très importants, en particulier pour ce qui concerne les grands problèmes d'urbanisme, la voirie, les transports et les grands équipements. « Cette capacité de décision unique ne doit pas lui être contestée », conclut M. Dubedout.

CLAUDE FRANCILLON.

## M. RAOUL CARTPAUD (P.S.) PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL DE POITOU-CHARENTES

(De notre correspondant)

Poitiers. — Le conseil régional de Poitou-Charentes a procédé, vendredi 9 juillet, à l'élection de son président, en remplacement du docteur Michel Boucher (P.S.), décédé le 14 juin. M. Raoul Cartpaud, député socialiste de la troisième circonscription de la Vienne et maire de Civray, a été élu au premier tour de scrutin par vingt-quatre voix sur quarante-six votants. Le candidat de l'opposition, M. Jacques Fouchier, député (C.N.P.) des Deux-Sèvres, ancien secrétaire d'Etat à l'Agriculture, a obtenu vingt-deux voix. (Interim.)

M. Raoul Cartpaud, élu le 6 février 1981 à Lisant (Vienne), ancien président de la Fédération nationale des étudiants en sciences, professeur à l'Ecole normale de Poitiers, est, depuis 1967, conseiller général du canton de Civray. Maire de Civray de puis 1971, il a été élu député de la Vienne en juin 1981. Il exerce depuis l'an dernier, une fonction régionale, fonctions de rapporteur

CARNET



## J. L.



# MÉDECINE

## APRÈS LE VOYAGE DE M. RALITE DANS LES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

M. Jack Ralite, ministre de la santé, a achevé, le 5 juillet, un voyage officiel en Martinique, en Guadeloupe et en Guyane. Il a annoncé à cette occasion la création pour les Antilles-Guyane d'un centre hospitalier régional dont les principales antennes seront le centre hospitalier de Pointe-à-Pitre-Les Abymes, l'hôpital de La Ménétrie à Fort-de-France et l'hôpital de Cayenne. Le ministre de la santé a aussi annoncé la création d'un service de neuro-chirurgie au centre hospitalier de Pointe-à-Pitre-Les Abymes et l'octroi de dix postes supplémentaires aux services de réanimation et de maternité. Les organisations syndicales en grève réclament seize-vingt-huit postes pour satisfaire tous les besoins du centre hospitalier de Pointe-à-Pitre. M. Ralite a souligné l'effort budgétaire consenti par son ministère (+ 34 % en un an) pour réduire les inégalités en matière d'équipements de santé.

Notre correspondant à Cayenne décrit ici quelques éléments de la situation sanitaire dans le département de la Guyane.

## La grande misère de la Guyane

De notre correspondant

Cayenne. — « La Guyane, zone sinistrée pour la santé », a déclaré le président du conseil régional, M. Georges Othili (div. g.). « Vous n'avez pas d'envoyer votre père malade au centre hospitalier de Saint-Laurent », a-t-il insisté. Le maire de Cayenne, M. Gérard Holder, membre du parti socialiste guyanais, a affirmé : « La population de la capitale n'a pas confiance dans ses établissements [...] la sécurité du malade n'y est que relative [...] il y a une médecine pour les riches et une autre pour les laissés-pour-compte. » Ces trois moments ont marqué l'approche du problème sanitaire guyanais par M. Jack Ralite, premier ministre de la santé à effectuer un court voyage — trop court de l'avis des élus locaux — en Guyane.

« Les utilisateurs et personnels des établissements hospitaliers ont exposé les éléments du dossier : la dispersion des hôpitaux et des dispensaires, la vétusté en particulier de l'hôpital Martial, qui date de la « Coloniale » militaire pionnière, l'insécurité des locaux, l'absence de moyens, le déficit du budget, la trésorerie en dents de scie. »

« Faut-il, interroge le docteur Jacquot, du centre de Cayenne, améliorer l'existant pour offrir un minimum technique aux techniciens et patients ? Faut-il au contraire réclamer l'indispensable hôpital neuf avant 1987 ? »

Le schéma directeur approuvé par le conseil d'administration depuis des années indique l'extension du bloc opératoire en deux tranches et un programme pour la construction d'un nouvel hôpital. La norme de 0,92 agent par lit, un record en France, descend jusqu'à 0,58/0,30 en période de congé à Cayenne.

« Le directeur s'arrache les cheveux pour imaginer des solutions pour payer son personnel jusqu'à la fin de 1982. La trésorerie souffre de manière chronique de créances irrécouvrables (plus de 10 % cette année). Il n'y a pas d'eau, même dans les locaux du dispensaire de la commune frontalière isolée de Saint-Georges. Dans les communes de l'Est, les soins sont administrés par des préposés sans formation adéquate pendant trois heures par jour.

Encore quelques chiffres : mortalité périnatale, 44 pour 1 000 en 1981 (en France, en comparaison, environ 10 pour 1 000). Paludisme, 8 cas avant 1971, 112 en 1971, et 783 cas déclarés en 1981. A Régina, commune isolée de quatre cents habitants, il n'y a pas de médecin. L'influence nouvelle des maladies immigrées sur les charges hospitalières depuis 1980 est souvent soulignée : sur quarante dossiers présentés de sécurité sociale dans la commune de Remire-Montjoly, trois sont guyanais, sept brésiliens, trente haïtiens.

M. Elie Castor, député (app. P.S.), soutenu par tous, a proposé à Cayenne la construction d'un hôpital neuf à vocation régionale susceptible de recevoir ensuite l'équipement moderne nécessaire pour augmenter le nombre des services.

## Quelques privilèges

La cas de l'installation d'un système d'hémodialyse au centre spécial de Kourou, utilisé par et pour un seul missionnaire annuel, a été cité. Les Guyanais atteints d'insuffisance rénale doivent, eux, prendre l'avion pour les Antilles. A Kourou, la petite unité médicale moyenne de soixante lits, capable d'offrir des soins de qualité, fonctionne pour les cadres et techniciens, de haut niveau, sans oublier leurs familles de la base spatiale. Pourquoi ne pas installer l'équivalent à Saint-Laurent ou dans ses environs, où l'on compte dix mille habitants ? Ces installations pourraient être financées par la solidarité nationale et les excédents guyanais de la Sécurité sociale (40 millions de francs en 1981).

M. Ralite, impressionné par la situation, a accepté et compris la franchise rude des Guyanais et élus locaux. Il a décidé de donner la priorité à la création du centre de promotion de la santé. Avant la fin 1982, se tiendra une conférence sur la santé.

En conclusion, le ministre a promis : « Nous sommes des partenaires solidaires : la Guyane saine, nous la ferons ensemble avec la volonté démocratique de construire. » Pour les Guyanais, seuls les jours d'après comptent.

EDMOND FRÉDÉRIC.

# SCIENCES

« Les cosmonautes soviétiques Vladimir Djanibekov et Alexandre Ivanitchenko, qui ont participé au vol franco-soviétique, ont reçu, vendredi 9 juillet, des mains de M. Claude Arnaud, ambassadeur de France à Moscou, les insignes de commandeur de la Légion d'honneur : les membres de l'équipage de réserve, Leonid Kizim et Vladimir Soloviev ont reçu les insignes d'officier. Ces quatre cosmonautes et leurs camarades Anatoli Beresovov et Valentin Lebedev, qui poursuivent leur séjour dans la station Salout, et les Français Jean-Loup Chrétien et Patrick Baudry ont tous été décorés ou promus dans l'ordre de la Légion d'honneur par le dernier conseil des ministres. Les deux Français recevront leur décoration après leur retour en France.

**Atelier de poterie**  
« LE CRU ET LE CUIT »  
accueille en groupe  
les amateurs de 3 à 83 ans  
RUE LACEDÈME, PARIS-12  
Tél. 01 42 20 20 20

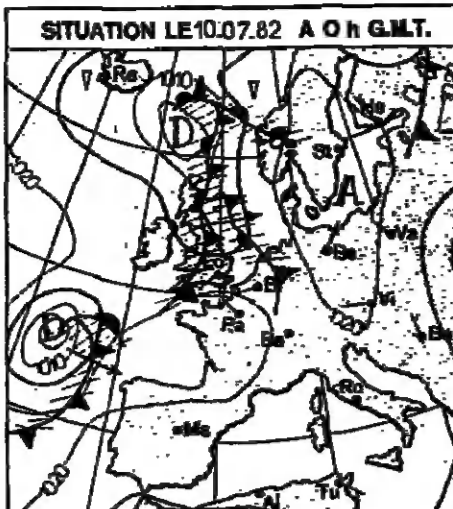
Édité par la S.A.R.L. Le Monde  
Gérant :  
André Laurens, directeur de la publication  
Anciens directeurs :  
Hubert Bourvois-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauvet (1969-1982)  
Imprimeur :  
S. E. de la Presse  
PARIS-12  
Reproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administration.  
Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395 - 2037.

**Copies Couleurs**  
ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL  
75012 PARIS - 347.21.32

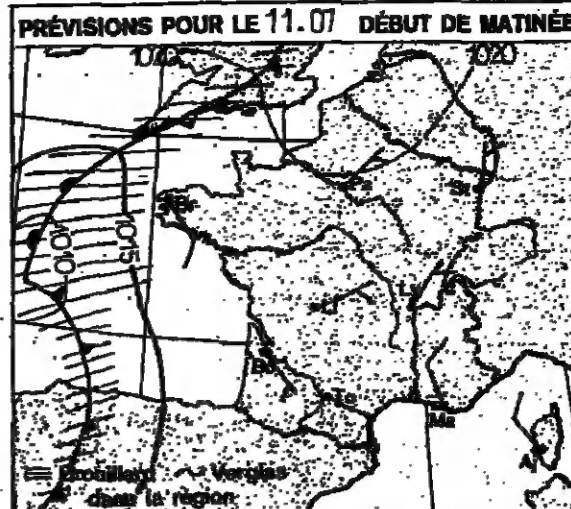
**Le Monde**  
Service des Abonnements  
5, rue des Halles  
75407 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4287-23  
ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois  
FRANCE-D.O.M.-T.O.M.  
273 F 442 F 611 F 780 F  
TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
533 F 962 F 1 391 F 1 820 F  
ÉTRANGER  
(par mandat)  
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
313 F 522 F 731 F 940 F  
IL - SUISSE, TUNISIE  
386 F 607 F 849 F 1 230 F  
Par voie aérienne  
Tarif sur demande.  
Les abonnés qui paient par chèque postal (ou par virement) versent bien joindre ce chèque à leur demande.  
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.  
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.  
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

# INFORMATIONS « SERVICES »

## MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 10.07.82 A 08 H.G.M.T.

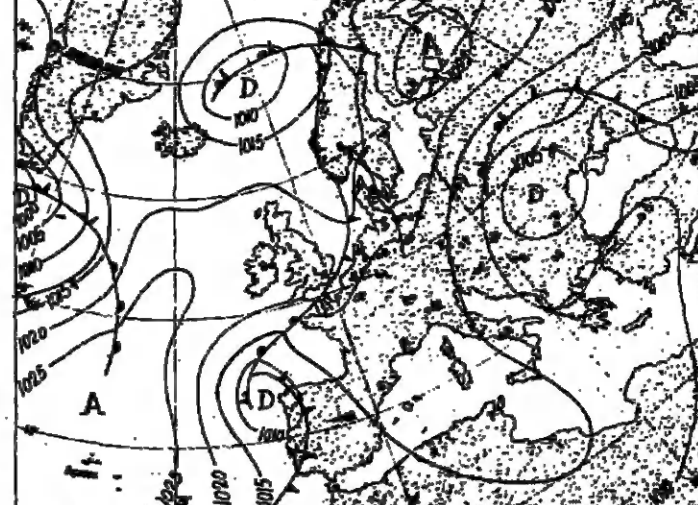


PRÉVISIONS POUR LE 11.07.82 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable des temps en France entre le samedi 10 juillet à 0 heure et le dimanche 11 juillet à 24 heures :

Les hautes pressions qui recouvrent notre pays vont s'affaiblir à l'avant de la perturbation atlantique qui abordera l'ouest de la France en fin de journée. Dimanche 10 juillet, le matin, le temps sera ensoleillé sur la majeure partie de la France. Progressivement, les nuages deviendront abondants près de l'Atlantique et de la Manche et les vents de secteur sud se renforceront sensiblement sur la Bretagne et la Vendée. Des pluies parfois orageuses s'étendront au nord de la Bretagne et du Cotentin aux Pyrénées-Atlantiques. Sur l'ensemble des autres régions, le temps restera bien ensoleillé et chaud avec des vents faibles. Les températures minimales évolueront entre 14 et 16 degrés, 18 à 20 degrés pour la Méditerranée. Les températures maximales varieront de 23 à 28 degrés, 30 degrés sur les régions méridionales.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 9 juillet ; le second, le minimum de la nuit du 9 au 10 juillet) : Ajaccio, 31 et 19 degrés ; Biarritz, 24 et 16 ; Bordeaux, 26 et 15 ; Bourges, 21 et 13 ; Brest, 19 et 15 ; Caen, 26 et 12 ; Clermont-Ferrand, 22 et 14 ; Clermont-Ferrand, 24 et 14 ; Dijon, 24 et 20 ; Grenoble, 24 et 14 ; Lille, 33 et 14 ; Lyon, 34 et 19 ; Marseille-Marinette, 33 et 21 ; Nancy, 32 et 18 ; Nantes, 24 et 14 ; Nice-Côte d'Azur, 29 et 22 ; Paris-Le Bourget, 32 et 17 ; Pau, 25 et 15 ; Perpignan, 33 et 21 ; Rouen, 26 et 14 ; Strasbourg, 33 et 21 ; Tours, 29 et 12 ; Toulouse, 27 et 16 ; Pointe-à-Pitre, 32 et 25.



Températures relevées à l'étranger : Alger, 32 et 23 degrés ; Amsterdam, 31 et 17 ; Athènes, 25 et 17 ; Berlin, 26 et 14 ; Bonn, 32 et 20 ; Bruxelles, 32 et 15 ; Le Caire, 37 et 28 ; Îles Canaries, 25 et 21 ; Coppenhague, 21 et 13 ; Dakar, 28 et 25 ; Djérba, 29 et 25 ; Genève, 33 et 20 ; Jérusalem, 28 et 22 ; Lisbonne, 27 et 16 ; Londres, 28 et 16 ; Luxembourg, 32 et 16 ; Madrid, 33 et 16 ; Moscou, 34 et 17 ; New-York, 31 et 24 ; Palma-de-Majorque, 32 et 23 ; Rome, 29 et 19 ; Stockholm, 25 et 12 ; Tassar, 37 et 26 ; Tunis, 32 et 25.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## SOCIAL

**PRUD'HOMMES : INSCRIPTION SUR LES LISTES ÉLECTORALES.** — La préfecture de Paris communique : « Dans le cadre de l'établissement des listes électorales prud'homales, il est rappelé aux employeurs parisiens que les déclarations nominatives de leurs salariés doivent impérativement parvenir à la mairie annexe de l'arrondissement où se trouve située l'entreprise, ou, le cas échéant, à la mairie du domicile du salarié, avant le 31 juillet 1982. Aucun retard de cette date n'est envisageable.

En outre, préalablement à leur envoi, les états doivent être tenus à la disposition du personnel, en vue de leur consultation, pendant un délai de quinze jours. Ce délai peut cependant être réduit, dans la mesure où l'ensemble des salariés de l'établissement a pris connaissance de ces documents.

**LES CHOMEURS ET LES ÉLECTIONS PRUD'HOMALES.** — L'Agence nationale pour l'emploi indique que, « dans le cadre de la loi du 6 mai 1982, les salariés privés d'emploi peuvent être inscrits sur les listes électorales sous réserve que leur situation résulte de la perte involontaire de l'activité salariée qu'ils exerçaient antérieurement. Le prochain scrutin aura lieu le 8 décembre 1982. Pour y prendre part, les demandeurs d'emploi devront demander, à la mairie de leur domicile, leur inscription sur la liste électorale, avant le 31 juillet 1982. A cet effet, ils devront déposer une « déclaration nominative ».

Afin de faciliter aux demandeurs d'emploi l'exercice de leur droit, l'Agence nationale pour l'emploi va participer activement à la campagne d'information qui sera mise en œuvre.

(...) Des déclarations nominatives des notices d'information seront remises à tous les demandeurs d'emploi lors des opérations de contrôle de la deuxième quinzaine de juillet. Ils seront invités à remettre leur déclaration remplie à la mairie avant le 31 juillet. Pour les demandeurs d'emploi gérés par les mairies, la remise de ce document s'effectuera par leur intermédiaire.

Des dispositions particulières seront arrêtées pour les agences locales de la Dordogne, de la Seine-et-Marne et du Val-de-Marne, qui expérimentent une procédure d'actualisation de demandes d'emploi par correspondance.

## MOTS CROISÉS

**PROBLÈME N° 3229**  
HORIZONTALEMENT

I. S'il était général, le colonel deviendrait particulier. Commotionné. — II. Elle court jusqu'à épuisement. Tel des frères faisant preuve d'un réel attachement. — III. Conservateur des Trésors de Cérès. Le fait d'y être couché permet de dormir tranquille. — IV. Article de compte. Esclavage payant. Trop à gauche. Les premiers à ergoter et les derniers à payer. — V. Peut être grammatical ou lexical. Lieu d'attente. — VI. Enregistré à l'étude. Une affaire de mœurs. Indique, en abrégé, un rapport de forces. — VII. Produits de combustion. Qui a donc fait l'objet d'une mise à prix. Exécute un travail à l'œil pouvant s'avérer payant. — VIII. Porte-livre ou sujet d'ouvrage pour Boileau. Un serment les lie. Naît Grégoire pour mourir dans un bleu. — IX. Ce n'est pas la reproduction. Cheval plus apte à la monte que comme monture. — X. Penchent après avoir balancé. Exclut toute clarté même de ses plus simples définitions. Tout le monde en a un petit, mais rares sont ceux qui en ont un grand. — XI. Unité dans le monde du travail. Grecque. Celui qui en a ne sait pas toujours qu'il la porte. — XII. Possessif. Provoque l'assistance en tendant le bras. Domaine du positivisme. — XIII. Personne arrivée récemment dans le quartier. On risque de s'échapper à force de s'y raucher. — XIV. Peut permettre de prendre la dame de son voisin. Chef militaire oriental. Plus il donne, mieux il reçoit. — XV. États des lieux. Elles sont innombrables à Nîmes, mais explosives à Grenade.

**VERTICALEMENT**  
1. Retrouver la vue. A fait, bien avant Champollion, toute la lumière sur les hiéroglyphes. — 2. Pour lui, avoir de la surface est une question de volume. A tout bout de champ. Manifestation d'une humeur de dogue. — 3. Matière d'intérêt en paléolithique. Gratia de légumes. Un endroit où, pour les générations futures, il serait vain de prêter l'égalité des sexes. — 4. Graine de champignon toxique. La plus harmonieuse d'une ennéade classique. — 5. Participe. « Canard » sauvage. Devenu hors de portée. — 6. Brises par un fer de charrie ou rasées par un zinc qui charrie. Imité l'homme de Victor Hugo. Préposition. — 7. Base d'un mouvement virgile. Lignes de communication. Prendre un accent grave. — 8. Arme à répétition pour attraper les pigeons. Qui a l'apparence de la Vérité. Renforce un oui chez nous et le remplace ailleurs. — 9. Côtes de Provence. Participe passé. Le dernier mourut d'un brusque virage à gauche (graphie admette). — 10. Ne manifeste aucun signe de reconnaissance. Mémento gastronomique. — 11. Téléphone de brousse. Occasion d'entrer en rapport avec des inconnues. — 12. La plus belle récolte de l'agriculteur. Débarqua sur l'Ararat. — 13. Les dessous de la diplomatie de Louis XV. Le corps-à-corps constitue souvent son arme secrète. Sans eux la chair serait faible. — 14. Locustaire abusive obligeant le propriétaire à effectuer une reprise. On ne peut plus blanc. — 15. Traditions. Garde-manger pour bétail. — Grosse tête » qui ne manquait de pellicules.

**Solution du problème n° 3228.**

**Horizontalement**  
1. Strigides. — II. Erebus ; Té. — III. Ni ; Né. — IV. Sai ; Mer. — V. Ignorance. — VI. Béatement. — VII. Pé ; Ose. — VIII. Lot ; Ici. — IX. Idée ; Hère. — X. Testée ; Os. — XI. Es ; Essais.

**Verticalement**  
1. Sensibilité. — 2. Triage ; Odes. — 3. Ré ; Inaptos. — 4. Iba ; Ote. — 5. Guerre ; ES. — 6. Is ; Amoches. — 7. Annésie. — 8. Et ; Etna ; Roi. — 9. Secret ; Moss.

## PARIS EN VISITES

**LUNDI 12 JUILLET**

« Naissance de l'écriture », 14 h 30, Grand Palais, M<sup>me</sup> Leclercq.  
« Musée d'histoire », 15 heures, hall du métro Saint-Denis, M<sup>me</sup> Allaz.  
« Saint-Philippe-du-Roule et la mort de Balzac », 15 heures, devant l'église, M<sup>me</sup> Bouquet des Chaux.  
« Quartier Moutet », 15 heures, métro Cardinal-Lemoine, M<sup>me</sup> Hulot (Caisse nationale des Monuments historiques).  
« Cimetière de Montmartre », 15 heures, entrée principale (Approche de l'art).  
« La cathédrale russe », 15 heures, 12, rue Daru, M<sup>me</sup> Ragueau.  
« Ecole des beaux arts », 15 heures, 13, quai Malaquais, M<sup>me</sup> Moutard (Connaissance d'ici et d'ailleurs).  
« Hôtels du Marais », 15 heures, métro Saint-Paul, M<sup>me</sup> Haulier.  
« Le Marais illuminé », 21 h, métro Saint-Paul, M<sup>me</sup> Haulier.  
« L'île Saint-Louis », 15 heures, 3, quai d'Anjou (Histoire et Archéologie).  
« Le Palais de justice », 10 h 30, métro Cité, marché aux fleurs, M. Jaislet.  
« Siège du comité central du P.C. », 15 heures, métro Colonel-Fabien, M. Jaislet.  
« Hôtels du Marais illuminés », 21 h 30, métro Pont-Marie, M. Jaislet.  
« Hôtel de Lauzun », 14 h 45, 17, quai d'Anjou, M. de la Roche.  
« De l'hôtel de Lamignon à celui des ambassadeurs de Hollande », 15 heures, 24, rue Pavée.  
« La vie au Moyen Âge », 15 heures, entrée du musée de Cluny (Paris et son Histoire).  
« Hôtels du Marais, place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).  
« Salons de l'Hôtel-de-Ville », 14 h 30, devant la porte (Tourisme culturel).  
« L'île Saint-Louis », 14 h 30, angle quai de Bourbon-Pont-Marie, E. Roman.  
« Hôtels de l'île Saint-Louis », 14 h 30, 42, boulevard Haussmann (Le vieux Paris).  
« Les Invalides », 15 heures, grille d'entrée de l'esplanade (Visages de Paris).

## MARDI 13 JUILLET

« La manufacture des Gobelins », 14 h 30, 42, avenue des Gobelins, M<sup>me</sup> Bouquet des Chaux.  
« Le Panthéon », 15 heures, façade, M<sup>me</sup> Allaz.  
« Hôtel de Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou, M<sup>me</sup> Hulot.  
« La Conciergerie », 15 heures, 1, quai de l'Horloge, M<sup>me</sup> Leclercq (Caisse nationale des Monuments historiques).  
« Portraits italiens du XVIII<sup>e</sup> », 14 h 30, Petit Palais (Approche de l'art).  
« Chez un tourneur d'ébène », 15 heures, métro Arts-et-Métiers, M<sup>me</sup> Moutard.  
« L'Opéra », 13 h 45, devant l'entrée, M<sup>me</sup> Ragueau (Connaissance d'ici et d'ailleurs).  
« La Conciergerie », 10 h 30, devant l'entrée, M. Jaislet.  
« Souvenirs de la montagne Sainte-Geneviève », 15 heures, métro Cardinal-Lemoine, M. Jaislet.  
« Crimes révolutionnaires au Marais », 15 heures, métro Saint-Paul (Luttes-Visites).  
« Hôtels du Marais », 21 heures, métro Saint-Paul (Luttes-Visites).  
« Hôtels du Marais », 14 h 45, 24, rue Pavée, M. de la Roche.  
« Les Mousquetaires du Vieux-Colombier », 15 heures, fontaine place Saint-Sulpice.  
« Paris sous Paris au parvis de Notre-Dame », 15 h 30, entrée de la crypte sur le parvis (Paris et son Histoire).  
« Hôtels, églises, ruelles du Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du Passé).  
« Les Halles, la tour de Jeanne d'Arc, la cour des Miracles », 14 h 30, 16, rue Étienne-Marcel (Le Vieux-Paris).

**JOURNAL OFFICIEL**

Sont publiés au Journal officiel du 10 juillet 1982 :

**UN DÉCRET**  
« Déclarant d'utilité publique la réalisation d'une section de la ligne ferroviaire de voyageurs desservant la ville nouvelle de Cergy-Pontoise ».

**UNE CITATION** à l'ordre de la nation.

## LA MAISON

**TISSUS ET PAPIERS.** — Nouveau décor chez Nobilis qui, sans dénigrer de la rue Bonaparte à Paris, s'est agrandi pour mieux présenter ses tissus et papiers peints. Deux grandes salles d'exposition sont reliées par une galerie contournant une petite cour intérieure. Un nouveau papier à un décor potager de tomates et concombres se détachant sur fond argent, noir, blanc ou doré. Dernières créations de Suzanne Fontan : un tissu blanc à effets de rubans entrelacés en mat et brillant, des rayures ou croisillons discrètement soulignés d'or et trois motifs jacquards qui se coordonnent.  
\* Nobilis, 38 et 40, rue Bonaparte, 75006 Paris.

Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.

Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.

Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.

Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.

Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.

Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.

Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.

Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.

Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.

Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.

Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.

Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.

Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.

Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.

Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.

Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.



Le Monde

## sports

## LA DOUZIÈME COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

ESPANA 82

## SATURATIONS

Est-il vrai, depuis le début du Mondial, que s'est engagée, chaque soir de match, une sorte de « guerre du foot », dans les ménages, au moment de choisir le programme télévisé ? Un sondage (1) affirme que le désordre n'a régné, à ce propos, que dans 15 % des foyers, mais de nombreux échecs sont parvenus, qui ont fait parti, notamment, de l'exaspération d'une majorité d'épouses, excédées de devoir subir, un mois durant, les évolutions machistes d'une étrange balle ronde. Le même problème se pose tous les quatre ans.

Mais aussi, n'avait-il pas l'air piteux l'homme rarissime qui était incapable de disséquer, le

lendemain matin à l'heure du café-crème avallé sur le comptoir entre camarades de travail, les exploits de Platini, parce que Madame ou les enfants avaient décidé, la veille au soir d'appuyer sur un autre bouton ? Conflit insoluble...

A notre époque féministe, on veut pourtant croire que tout se décide en couple, et une rapide enquête fait apparaître que, tous comptes faits, le Mondial n'a pas pesé sur la courbe des divorces. On en veut simplement pour preuve — et là on est sérieux — le boom de la vente, en France, des téléviseurs et des magnétoscopes. C'est un achat important qui se décline généralement à deux, avec parfois la pression des enfants, et les professionnels avaient estimé que le marché national du petit écran augmenterait, en mai-juin 1982, de 50 % par rapport à mai-juin 1981, et alors même que seize millions six cent trente-trois mille récepteurs étaient déjà officiellement en service. Déception : la pro-

gression n'a été que de 25 %. D'où un surstockage et des braderies à prévoir dès le début de la semaine prochaine. Avis aux amateurs.

Mais, dans l'ensemble, personne ne se plaint vraiment, et les affaires ont plutôt bien marché, par exemple, pour la FNAC, qui reconnaît, pour mai-juin, une croissance de vente de 50 % des téléviseurs couleur, par rapport à 1981, et une pointe à 100 % pour les deux premières semaines du Mondial. Pour ce qui concerne les magnétoscopes, l'augmentation est de 80 % à 100 % sur un an, avec des montées à 120 % et 140 % pour la phase de la Coupe du monde de football.

Ce marché des magnétoscopes étant en pleine expansion, il est cependant difficile de connaître l'influence exacte qu'a eue le Mondial sur la vente de ces appareils. On peut simplement imaginer, qu'un certain nombre de cadres — principale clientèle de la FNAC — ont pro-

fité de la compétition sportive pour avancer leurs achats. C'est également l'explication que l'on donne à Locatel — location et location-vente, — où l'on fait état d'une progression de location des téléviseurs couleur de 30 % par rapport à l'an dernier, et d'une demande — trois ou quatre fois — plus élevée de magnétoscopes. Chez Locatel comme à la FNAC, on se refuse toutefois à donner des chiffres précis, pour ne pas prêter le flanc à la concurrence.

Ca boom amène à se poser la question : la « guerre du foot » a-t-elle vraiment eu lieu entre elle et lui ?

MICHEL CASTAING.

(1) Réalité supra de cinq cent cinquante-cinq personnes par S.V.A. pour le compte de l'Observatoire S.V.S., ce sondage indique notamment que 32 % des femmes ont juré « excessive » la place télévisée faite au Mondial, mais que 30 % d'entre elles — contre 18 % des hommes — ont avancé à l'inclusion de leur choix pour faire plaisir à leur conjoint.

## L'ARBITRAGE SOUS HAUTE SURVEILLANCE

## M. Machin, contrôleur

Madrid — M. Roger Machin, cinquante-huit ans, est furieusement français. Ne manque guère à ce personnage volubile et affable qu'un bérêt, de même nationalité, pour la couleur locale. Un homme bien, on dans le milieu du football, et un monsieur d'une honnêteté rigoureuse.

M. Roger Machin, une vie au service du ballon, pratique la reconnaissance : « Je ne sais pas si le football me doit quelque chose, mais je sais que je dois quelque chose au football. » Il aura tout fait et beaucoup donné. Onze ans de football, vingt-sept ans d'arbitrage, pour être aujourd'hui à la magistrature suprême : président de la commission centrale des arbitres de la Fédération française et surtout membre de la commission d'arbitrage de la Fédération internationale de football association (FIFA).

Il aura tout fait et beaucoup vécu. Arbitre international pendant dix ans, il reçut son bâton de maréchal à la Coupe du monde 1970. Et c'est tout juste s'il ne déclare pas : « J'ai joué au Mexique », comme il dit aujourd'hui d'un autre arbitre : « Il avait sa place ici » ou d'un deuxième : « Il n'a pas fait un bon match ».

M. Roger Machin, sous-chef de service dans une usine métallurgique de Pompey (Meurthe-et-Moselle), est probablement un obsédé. Ses vacances familiales sacrifiées, ses congés payés sur le terrain et une entreprise qui lui a accordé des facilités — mais il ne faut pas trop le dire — pour assouvir une passion dévorante. Avec ses bons souvenirs et les mauvais aussi, comme cette finale de la Coupe intercontinentale disputée à La Plaine-A.C. Milan, en 1969, une rude journée et un rude match pour un arbitre. Mais, précisons-le, poussé dans ses retranchements, « je n'aurais pas été trop mauvais ».

Car il en convient et plaide l'indulgence : « C'est une dure fonction, l'arbitrage. » Pourquoi voulez-vous qu'un joueur puisse faire certains jours un match merveilleux et pas un autre ? « Tout le monde ne peut être Platini. » Convenons aussi que tout le monde ne peut être Machin.

## La retraite à quarante-huit ans

Aujourd'hui, retraité du sifflet, Roger Machin est devenu contrôleur, juge d'arbitrage. Sur ce Mondial, avec les sept autres membres de la commission et le président, M. Armand Franchi, personnage tout-puissant, le contrôleur Machin note, propose, élimine, rapporte. C'est que les arbitres sont sous haute surveillance pratique. En France, un arbitre international est soumis à dix contrôles par an avec notations et commentaires de match, une série de huit rubriques (personnalité, observation du règlement, technique, etc.). Et il est aussi sous haute surveillance physique. « Car la forme joue énormément », précise M. Machin, et influe sur les réactions. Alors, pas de quartier, la retraite à quarante-huit ans en France et chaque année un examen d'aptitude, le test de Cooper, douze

## LE CHANCELIER SCHMIDT ET LE JUGEMENT DE DIEU

Après la victoire de la R.F.A. sur la France, en demi-finale du Mondial, le chancelier Helmut Schmidt a adressé à M. François Mitterrand le télégramme suivant : « Le jugement de Dieu, qui selon la mythologie classique, entre en jeu dans chaque combat entre deux peuples, a voulu que cette chance échoie au camp allemand dans ce match. Nous sommes de tout cœur avec les Français, qui méritent d'aller de l'avant tout autant que nous ».

## De notre envoyé spécial

minutes de course à pied et un minimum de 2 700 mètres à courir pour les moins âgés. En cas d'échec, l'arbitre reste à la maison.

Pour le Mondial, le système est un peu identique. Contrôle : « Les arbitres ont été notés pendant les deux années précédentes le Mondial ». — Tests, préalables, puis rapport après les matches. Les quarante et un arbitres retenus — une sélection des meilleurs par continent, un arbitre choisi dans chacun des vingt-quatre pays qualifiés, plus d'autres pour compléter, étaient, M. Machin l'admet, « de valeur inégale ».

« Nous allons approuver de certains bureaux, après l'arbitrage, car l'arbitrage n'est pas au même niveau dans tous les continents. » Lui fait-on remarquer que ces dérapages ne furent pas nécessairement le fait d'arbitres présumés incompétents ? M. Machin en convient aussi : « Il y a eu, c'est vrai, des erreurs imprévues. C'est peut-être que notre système de sélection n'est pas très bon. Mais le système de contrôle a parfaitement fonctionné. Nous n'avons pas perdu les deux tiers de ceux qui avaient perdu les précédents ».

Car M. Machin est formel. Il n'y a pas de place dans cette équipe pour le soupçon ou l'association. « La FIFA n'intervient absolument pas sur l'arbitrage, et la commission est sou-

veraine. » Quant à son président, M. Franchi, que beaucoup dans les sphères du football présentent comme le roi en ce royaume, il en dira simplement : « Une forte personnalité, soit, mais aussi un homme très libéral et très attentif qui travaille en parfaite collaboration avec les autres membres de la commission ».

Pas de soupçon donc, des « impensables », et « l'arbitrage à la maison », en est un quand, comme dit M. Machin, « un arbitre capitule sous la pression du public et des joueurs ». Tout compte fait, dans ce Mondial « de qualité assez moyenne et marqué par une très agréable surprise, l'absence de violence sur les terrains — l'arbitrage a été bon, si je fais le moyenne, il aurait pu être meilleur ».

Toujours ces impensables ! A pas quarante et un arbitres, les seuls amateurs du loi — voyage, hôtel et petit déjeuner payés. Ils reçoivent une indemnité quotidienne d'environ 400 F. — Il aurait cependant, hors les reports, un petit reproche à faire, M. Machin : ces canons Bunnies fréquemment sortis pour des sacs verbeux que pour des actes d'anti-jou. En France, révélateur, on le dit souvent aux arbitres : « Sachez faire les sourds, sauf évidemment aux insultes graves ». Tant qu'il ne s'agit pas de leur enseigner à faire les aveugles.

PIERRE GEORGES.

## TENNIS

La Coupe Davis entre la France et la Tchécoslovaquie  
Noah vainqueur de Smid au dernier set

Avec la victoire de Yannick Noah sur Tomas Smid (6-3, 5-7, 6-3, 4-6, 6-3) et le match interrompu de Thierry Tulasne contre Ivan Lendl à 3-5, 6-4, 11-8, 1-2, la première journée des quarts de finale de la Coupe Davis France-Tchécoslovaquie, vendredi 9 juillet au stade Roland-Garros, a mis en position relativement favorable l'équipe de Jean-Paul Lotz avant la fin du deuxième simple et le début du deuxième double, puis les deux derniers simples, dimanche.

Toutefois, ce résultat conforme aux classements respectifs des joueurs dans la hiérarchie mondiale est serré, dans la logique des dix rencontres précédentes entre les deux pays qui sont à égalité de victoires et de sets gagnés sur un central où les encouragements aux triomphes n'ont pas été négligés par un public pourtant clairsemé.

Ainsi, Noah avait voulu tard, jeudi, pour suivre le casse-trançais de « La Brèche » du football — les tirs au but — devant la R.F.A. en demi-finale de la Coupe du monde. Il eut du mal à serrer la partie contre Smid. Le numéro un français, qui avait facilement enlevé la première manche grâce aux lobs administrés au voleur tchèque, ne réussit pas à passer le deuxième set. Le match fut interrompu par des annonces de fautes de pleure. Noah résista alors d'empêcher Smid de déployer son enveloppe au filet en s'efforçant de passer le Tchécoslovaque dès qu'il pointait son tricolore de furie. Tactique réussie au quatrième set, moins réussie au troisième. Après le repos, Smid refit en effet la loi au filet, notamment sur le deuxième service de Noah qui le perdit et ne put refaire son handicap. Dans l'ultime manche, le Français redonna à son engagement un rendement élevé qui lui permit de mettre à profit la légèreté et le rebond des balles pour dominer nettement Smid.

Résultat accroché mais logique puisque Noah n'avait pas été battu par le Tchécoslovaque depuis 1978. Accroché également, mais d'une manière plus surprenante, par Tulasne auquel il n'avait jamais concédé plus d'un set par rencontre. Certes, le numéro un tchèque, qui n'avait

pas joué depuis son élimination sur ce même central par le Suédois Wilander aux Internationaux de France, se présentait à court de compétition. Mais cela ne suffisait pas pour expliquer le fil à retordre que lui a donné Tulasne avant que la partie ne fût interrompue à 21 heures au cinquième set.

En effet, le coup droit de Lendl semblait être une arme suffisante pour venir à bout de l'ancien champion du monde junior. Mais Lendl commença beaucoup de fautes au second set tandis que le Français servait mieux. Tulasne conserva d'ailleurs l'avantage au début du troisième set, mais le Tchécoslovaque retourna le match à 4-4, perdit une balle de break au 17<sup>e</sup> puis au 19<sup>e</sup> jeu pour finalement enlever la manche 11-9 dans ce match interrompu à 21 heures, gâté qu'il était par des balles très hautes. Après cette débâcle d'énergie, le jeune Français perdait son premier service du cinquième set et se retrouvait mené 3-1 avant l'inter interruption par le juge arbitre.

ALAIN GIRAUDO.

## EN ITALIE

## Le « Calcio », dernier refuge du patriotisme

## De notre correspondant

Rome. — Qu'on aime ou qu'on n'aime pas, on n'y échappe pas. Il faut se plier à la dictature du ballon. Depuis trois semaines, l'Italie vit à son rythme. Soubouillages à des heures inhabituelles et villes tenant du gymnase ou de la cité en plein déluge, dès que la « partita » commence. Ne pas la regarder, c'est un peu jouer les esprits forts, être iconoclaste, voire faire preuve d'insouciance.

Le football en Italie est un phénomène qui trouble les tribus de « tifosi ». Il touche aussi ceux qui n'ont jamais touché un ballon de leur vie et semble être la seule force capable de mobiliser toute la nation dans la même direction, au point d'annihiler toutes les autres activités. Mieux qu'une grève générale : les syndicats, les ministères, les représentants, la politique s'arrêtent.

Les syndicats, les bureaux et les usines se vident, les journaux sortent en retard, inutile d'insister, ont pensé cette fois les dirigeants d'entreprise. C'est d'avoir des taux d'absentéisme outragés (41 % chez Alfa Romeo lors du précédent Mondial), le ont opté pour une attitude souple, renvoyant leurs employés une heure avant les matches. Mais la productivité s'en est tout de même ressentie, car la « partita » se regarde, se discute, se revêt de la plus vive véhémence. « Si un pays peut s'arrêter ainsi, cela signifie peut-être qu'il ne progresse pas

non plus ? » Interroge non sans pitié La Stampa.

« Le ballon a commencé à rimer avec patrie sous le fascisme », souligne le journaliste Gianni Brera, auteur d'une histoire du football. C'est le Duce, sentant combien la « partita » pouvait devenir un miroitement compensatoire à la pauvreté, qui a voulu que le Mondial de 1934 ait lieu à Rome pour l'inauguration du stade du parti. Au début du siècle, le « Calcio » était encore un sport de « princes », comme, par exemple, du duc des Abruzzes. Le peuple, à qui il manquait peut-être, selon Brera, des calories à perdre, se contentait de regarder. Aujourd'hui, ce côté « fin de siècle » a fait long feu : le football est par excellence, non seulement un sport, mais aussi un phénomène de masse.

## 30 milliards de lires au « Totocalcio »

C'est également une industrie, à l'origine de flux d'argent considérables : à travers la « partita » dominicaine et ses activités annexes (restaurants, transports, vente de tous les accessoires du parfait « tifoso »), mais aussi par son « marché des joueurs » et surtout par le « totocalcio », ce football des sports routiniers des bars-tabacs. Les pronostics sur les matches, le « Totocalcio » a commencé en 1948. Dans

un pays où l'on croit autant au bon Dieu qu'au mauvais œil, il n'a cessé de prendre de l'importance. Aucune crise économique ne s'est jamais reflétée sur l'indice de sa popularité. Aujourd'hui, un des classiques du répertoire du folklore italien, le « Totocalcio », risque de perdre un peu de son pittoresque lorsqu'il sera informatisé ; mais l'appât de la fortune restera sûrement le plus fort, chaque semaine, les « Totocalcio » jouent quelque trente milliards de lires au « Totocalcio ».

Comme ailleurs, le football en Italie, c'est aussi le non-tam des médias qui montent en spirale le moindre soubresaut de ses acteurs. La popularité du « Calcio », en la mesure chaque lundi par l'espace et les titres des « unes » des grands journaux. Tout est dit sur le côté religieux, tribal, voire sexuel du « calcio », sur la métaphore guerrière qui file et les troupes de culte viril dont il est la racine. En Italie plus qu'ailleurs, peut-être, il est aussi une extraordinaire machine à produire du mythe. La rétrospective qui accompagne le « Calcio » s'est particulièrement à un pays ouverts.

Sur le registre de la tragédie ou de la farce, la « partita » offre un raccourci des rames et des espoirs nationaux, transforme le quotidien en épopée. Il y a quelques années, lorsque la Juventus, l'équipe de Fiat, remportait son alter ego de l'équipe nationale, n'était-ce pas le spectacle de cet angélisme séculaire entre Nord et un Sud, que le miracle économique des années 80 n'a fait qu'approfondir, teintant ici une misère ancestrale des fards de la pauvreté industrielle, et là une puissance assise de géométrie d'un côté du stade, l'assurance de la métropole européenne qu'est Turin et ses traditions, de l'autre l'enlèvement dans le sous-développement accablant à la conscience politique.

Compensatoire, le football est aussi l'exutoire des frustrations. Car, à la lumière des études, répondent les ténérades d'une violence qui trouve souvent l'alibi à son déferlement. Il y a deux ans, une fusée, tirée horizontalement d'un côté du stade de Rome tuait un adolescent ; cette année, un autre mourait, brûlé vif dans un « son du train » Bolzano-Rome, auquel avait mis le feu des adversaires « tifosi » et à quelques semaines, la petite ville de Nocera Inferiore, près de Naples, connaissait trois jours de révolte, bloquant tout le trafic dans cette partie de la Campanie. À la suite d'une classification jugée injuste par les habitants.

Des exerts que, certes, le pouvoir condamne mais qu'il a bandage aussi à ranger dans la catégorie de l'irrépressible. Le « Calcio » n'est-il pas le dernier refuge du patriotisme ? Ce nationalisme, est, au demeurant, non exempt de racisme, comme en témoignent cette phrase du commentateur sportif d'un grand quotidien, écrit sans faille à propos de la défaite des Brésiliens : « Les nègres ont pitié » : une expression chère au Ku Klux Klan... Mais, ce qui compte, c'est que le football, comme le vélo, crée une parodie de solidarité, que tout pouvoir s'empresse de cueillir. En 1948, après une tentative d'assassinat contre Togliatti, les Italiens étaient littéralement à couteaux tirés : ils ne se réconcilièrent que sur la victoire du « calcio » (tour d'Italie) par le champion de l'époque De Manno, ses victoires au Mondial 1982 ont vu le foule faire une ovation à un président du conseil qui, le même jour, demandait au Parlement de prendre des mesures d'austérité.

PHILIPPE PONS.

## CYCLISME

## Le Tour de France fait appel... aux amateurs

## De notre envoyé spécial

Canele. — Le Tour de France se déroulera selon la formule open en 1983. M. Félix Lévitan, constructeur de l'épreuve, a communiqué cette information, vendredi 9 juillet, à Canele durant la journée de repos.

« Nous avons abandonné le projet d'un Tour du monde dont l'initiative revenait à Jean Leulliot (1), a-t-il déclaré, en substance. Le projet était séduisant, mais il se heurtait à des difficultés d'organisation pratiquement insurmontables : la complexité des transports aériens et les décalages horaires ».

Après avoir étudié l'éventualité de cette vaste compétition, M. Lévitan et ses collaborateurs ont substitué à l'idée d'une course autour du monde celle d'un Mondial du cyclisme susceptible d'accueillir un grand nombre de nations et de rassembler l'élite internationale.

Universal par sa participation, du moins en théorie, le cyclisme de ce tour du monde sera très différent de celui de l'intérieur de l'Hexagone. Le Tour 1983 réunira vingt groupes de neuf coureurs : dix équipes de marques professionnelles et des sélections nationales amateurs représentatives de l'U.R.S.S., de la République fédérale allemande, de la Pologne, des Etats-Unis, de la Colombie ou du Mexique, voire du Maghreb.

Il s'agit d'un véritable plan de relance, d'une évolution visant à donner au Tour de France cycliste la dimension d'une Coupe du monde de football.

Cependant, la participation de cent quatre-vingt coureurs contre cent en 1982, ne signifie pas que leur place dans une épreuve de cette ampleur paraît excessive. N'est-ce pas dit que le peloton 1982, avec ses cent soixante-dix coureurs, était pittoresque ?

On notera, d'autre part, que la décision annoncée par M. Félix Lévitan assemblait les suggestions de M. Jacques Goddet, qui défendait, récemment, le principe d'un tour du monde cycliste (Le Monde du 4 juillet). Il est vrai que l'hypothèse d'un départ sur le territoire américain, dans un avenir plus ou moins lointain, n'est pas écartée. Les organisateurs français sont toujours en pourparlers avec les Etats-Unis et ils ont pris des contacts avec la Japon. Il n'est pas impossible que le Tour de France parte un jour de Washington face à la Maison Blanche ou, de Tokyo.

JACQUES AUGENDRE.

(1) Décédé le 3 février 1982, Jean Leulliot était journaliste à l'Aurore et organisateur de la course cycliste Paris-Mos.

## ATHLÉTISME

## Records à Paris

contre 4 min. 20 sec. 89/100) en faisant la course en tête.

Le 10 000 mètres fit longtemps retentir son souffle aux nombreux spectateurs. Détenant le record mondial, le Kényan Henri Rono lança la course sur des bases très rapides (2 min. 41 sec. 24/100 au premier kilomètre) avec son compatriote Koech Faigatig par les deux épreuves disputées les jours précédents, « King Henri » fut lâché à partir du quatrième kilomètre par le Portugais Mamede et l'Américain Salazar, détenteur de la meilleure performance mondiale du marathon, qui, en se

relayant, restèrent dans le temps du record du monde jusqu'au huitième kilomètre. Les derniers 500 mètres couverts en 1 min 11 sec par Mamede lui permirent d'approcher ce « chrono » de 56/100 de seconde et en 27 min 22 sec. 95/100 de récupérer le record d'Europe que lui avait ravi, le 26 juin dernier, son compatriote Lopes en 27 min. 24 sec. 80/100. Auparavant, les Françaises Laurence Billy, Liliane Gaschet, Chantal Rega et Raymonde Nagre avaient porté le record national du 4 x 200 mètres à 1 min. 32 sec. 17/100 contre 1 min. 33 sec. 3/100. A. G.

BASKET-BALL. — L'entraîneur de l'équipe du Mans championne de France, Bob Purkhiser, a trouvé la mort dans un accident de la route vendredi 9 juillet à Roze-sur-Sarthe près du Mans. Agé de trente-neuf ans, Bob Purkhiser était né aux Etats-Unis : il avait obtenu la nationalité française en 1975, quatre ans après son arrivée en France. Il avait gagné quatre titres de champion de France avec Villeneuve avant de devenir en 1979 entraîneur de l'équipe du Mans.



# Le Monde

## EXPOSITIONS

### La présentation au Temple

(Suite de la première page.)

L'entreprise ne manque pas d'ambition. Elle ouvre dans toutes les directions à la fois : fictions, études préparatoires, relevés. On passe constamment, et fort habilement, du rêve architectural au document d'histoire. L'accrochage très serré, chose nouvelle dans ce musée, ajoute un rien d'ivresse visuelle à la manifestation. Entendons : « temple », avec le conservateur P. Provoyeur, dans tous les sens possibles. D'abord une résonance méditerranéenne et antique, saisie à travers des évocations modernes, comme le temple d'Isis à Pompéi par Deprez, et permettant même d'introduire un beau dessin pour Chiswick House de lord Burlington (vers 1725), et tout le palladianisme occidental où le sacré — il faut bien le reconnaître — laisse place à la pureté du style.

Le temple, c'est aussi la basilique chrétienne et les sanctuaires gothiques, dont il y avait cent façons de rappeler le prestige : on les a ingénieusement illustrés ici à l'aide de ces petites structures des reliquaires, comme le superbe montage en argent doré (seizième siècle, Paris, Cluny), des encensoirs, des maquettes portées par les saints protecteurs, comme l'évêque de pierre qui soulève le modèle de la chapelle de Rieux (Toulouse) : c'est la force du gothique que de résider tout entier dans ce type d'objets. Il se perpétue dans les « tours », lampes... du mobilier liturgique des synagogues, introduit à un détour du parcours.

#### Coupoles et allégories

Ce fut, à coup sûr, un moment décisif quand, appliquant à tout sanctuaire le terme latin de « temple », on crut bon de retrouver, de replacer dans l'Église, les partis pro-stylés et les ordonnances de colonnes propres au monde antique, c'est-à-dire au paganisme. Pour faire sentir dans cet épisode de syncrétisme autre chose qu'un mode, un accident de goût, l'exposition a produit un gros dossier sur Saint-Pierre de Rome : fatalement simplifié, il comporte des dessins et gravures de première importance sur le plan de Bramante et la coupole de Michel-Ange, avec, dans un second temps, quelques pièces éclatantes, montrant la basilique transfigurée, comme la sanguine d'Hubert Robert et le croquis de P. Paris, à quoi est associé un lavis exécuté par les meilleurs dans une apparition dans un temple avec un effet saisissant de contre-jour. Les jeux de lumière et d'ombre font bien partie du thème : on les retrouve au siècle suivant au bénéfice

de la cathédrale gothique. Le choix des ouvrages est arbitraire, sans doute, et lié au hasard des prêts, mais en tout point éloquent : tout se conclut fort bien dans le registre ardent et visionnaire avec le chapelet de G. Moreau et le *Vitrail* d'O. Redon : plus calme par comparaison la synagogue de Vilna (1917) par Chagall lui-même.

Entre-temps, le temple a connu une nouvelle interprétation décisive. Avec la Réforme, le sanctuaire chrétien est dépouillé, démeublé, dépeuplé, et les surfaces blanches attirent une famille de peintres, dont on veut bien admettre qu'ils interprètent la « sensibilité protestante », en produisant des tableaux impeccables et purs. Autour d'un Saenredam, sobre et régulier comme un Mondrian, avec des ourlets de lumière délicats (Varsovie), on trouve un groupement passionnant de ces tableaux de sanctuaires, dont le célèbre *Intérieur de la Nieuwe Kerk* par E. de Witte (Rotterdam). C'est là un épisode à part, où le calme et le silence sont autant le fait de l'art que le don de la prière.

Il y a « iconographie » de l'architecture, comme il y a une typologie de ses partis. La combinaison et le recoupement des deux orientations mettent l'attention à l'épreuve et obligent souvent à interroger le tableau, articulé comme un traité de l'âge baroque. Derrière toute cette réflexion brillamment illustrée, se profile évidemment le temple de Jérusalem, le lieu du sacré par excellence. Les tentatives de restitution à partir de l'Écriture sont multiples : quelques-unes ont compté à l'âge classique. On ne parvenait décidément pas à croire, l'Église réformée, que le temple du Seigneur doit être compris en un sens purement « intérieur » dans une architecture quelconque. Dans l'Occident, il y a un soul, un rêve, de « l'architecture idéale », qui parlerait de toutes parts à l'âme. A la fin du dix-huitième siècle, on tend plus que jamais à construire des édifices symboliques. L'un des plus étonnants de la collection de Nice est ce *Temple de l'Égalité*, aquarelle anonyme présentant une colonnade annulaire au-dessus d'un amas rocheux (musée Carnavalet) : elle était, d'après le texte d'accompagnement, destinée au jardin de l'hôtel d'Euveux, c'est-à-dire à l'actuel hôtel de l'Élysée.

Même si le sacré et le profane y échangent souvent leurs ressources, même si l'archéologie résiste ça et là à la synthèse, même s'il y a trop de choses dans ce rassemblement, on ne peut qu'en apprécier l'originalité et l'intelligence. L'éventail des prêts

est exceptionnellement large. Une *Madone dans l'église* d'un peintre espagnol du quinzième siècle, représentant un modèle eckien, vient de Prague ; une chapelle tendre de Granel est un prêt de Varsovie ; une *Cathédrale ruinée*, spectacle bifacial du romantique Oehme, a été envoyée par Dresde, ainsi que deux scènes de C.D. Friedrich. Les ouvrages peu connus s'intercalent parmi les choix plus familiers : l'*Intérieur de Chartres* (av. 1903) du Polonais Pankiewicz vient auprès de la *Cathédrale de Sens* de Corot (1874, Louvre), pareille à un filtre de lumière.

On retrouvera les fameux dessins de tours gothiques de Strasbourg auprès du fragment « eckien » des Arts décoratifs de Paris. Comme la fondation Custodia (Paris), les musées de province ont été efficacement sollicités : c'est l'occasion de revoir, par exemple, l'étrange *Messe des anges* de Dürer (vers 1500, Rennes) : dans un sanctuaire vu en profondeur, les bonnes et les mauvaises pensées des assistants sont matérialisées par le dessin : un ange d'un côté, un démon de l'autre, les enregistrent. Dürer nous permettra donc de conclure : dans un Temple digne de ce nom, toutes les pensées comptent. **ANDRÉ CHASTEL.**

★ *Le Temple*. — Représentation de l'architecture sacrée, 285 numéros, introduction et catalogue par P. Provoyeur. Musée national Message biblique Marc Chagall, Nice, jusqu'au 4 octobre.

## ARCHITECTURE

### Le conseil de l'ordre s'élève contre le projet de réforme de l'enseignement

M. Jacques Vissière, à tenu vendredi 9 juillet une conférence de presse après l'annonce par le ministre de l'Urbanisme et du logement, M. Roger Quilliot, des « orientations » que devrait suivre la réforme de l'enseignement de l'architecture (le Monde du 4 juin). M. Vissière a vivement contesté ce projet qui prévoit notamment un raccourcissement des études (cinq ans au lieu de six), la création d'un troisième cycle après le diplôme, la sortie possible du cursus après la deuxième et après la quatrième année, d'une manière générale un rapprochement sensible avec l'éducation nationale, ainsi que diverses réformes statutaires. Il s'est aussi très vivement élevé contre l'absence de concertation dont ferait preuve le ministère, et contre le « sanctionnement » dont serait l'objet, selon lui, l'étude des différents problèmes de l'architecture, au lieu de la réflexion d'ensemble qu'il préconise.

Dans une « mise en garde », le conseil de l'ordre « prend acte de la croissance du nombre des étudiants et renonce à mettre en place une politique de désinflation des inscriptions en U.P. La réduction de la durée des études, à contre-courant de l'évolution générale dans toutes les sociétés développées, révèle une volonté d'abaissement du niveau global de cet enseignement : le diplôme d'architecte est dévalorisé puisque très précisément aligné sur un diplôme de second cycle (maîtrise). L'instauration d'un troisième cycle, après le diplôme, débouche sur une mise en place sournoise de super-diplômes dont les architectes ont unanimement condamné le principe sous le précédent septennat. — Le statut des enseignants n'offre aucune garantie de leur qualification, poursuit le communiqué.

« Cette politique à l'exportation affaiblira l'architecture française car la supériorité éducative et culturelle a pris une importance croissante dans la compétition entre États, notamment par ses incidences scientifiques et techniques.

« La directive en préparation sur la libre circulation et le libre établissement des architectes européens, qui doit fonder les mécanismes d'équilibre sur des critères qualitatifs, placera les architectes français en position d'infériorité par rapport à leurs concurrents européens. La réforme annoncée par M. Roger Quilliot est très éloignée de l'objectif de réconciliation des Français qui leur avait été fixé par le chef de l'État (...).

S'il est une qualité dans le discours de M. Quilliot, c'est d'abord son esprit critique : il en a fait preuve pour l'enseignement tel qu'il est dispensé aujourd'hui encore. Une qualité annexe est sa prudence, son souci apparent de ne pas figer des à présent la réforme dans des textes, et d'en rester à des « orientations ». On peut d'ores et déjà souhaiter que l'esprit critique du ministre reste en éveil pour les mois à venir, et sa prudence intacte.

La réforme envisagée intervient à un moment où, après une longue période de crise, largement liée à la crise conceptuelle, de l'architecture elle-même, l'enseignement semble peu à peu se dénouer d'un souffle nouveau : comme s'il se souvenait à une auto-réforme. Dans ce domaine, où le « culturel » et le « professionnel » sont étroitement imbriqués, comme l'a souligné le ministre, pour souhaiter qu'ils ne soient pas confondus », les aspects institutionnels peuvent apparaître secondaires, ou tout au moins largement dépendants de la confiance, de la croyance des étudiants en leur art.

Aussi, laissant de côté la réforme des statuts, ceux des enseignants et des administratifs, que les intéressés vont probablement discuter avec plus ou moins d'ordre, on peut s'attarder de la volonté constante des orientations proposées : rapprocher l'enseignement de l'architecture, dans ses formes, ses méthodes, son cursus, des enseignements supérieurs dispensés par l'éducation

## JAZZ

### FESTIVAL A NEW-YORK

### Un défi permanent

Inventé à Newport, transféré à New-York, le festival de jazz, dirigé depuis son origine par George Wea, tend à investir toujours plus de lieux, toujours plus d'espace. Il est sûr de rester sans rival « la plus grande manifestation du monde » en jazz.

Tandis que défilent, à New-York ou près de New-York, les musiciens par centaines, d'autres grandes villes américaines organisent leurs spectacles en liaison avec le « Newport ». Après quoi, ultime revue des troupes du 4 juillet (Independence Day) et tout le monde s'élance gaiement à la conquête de l'Europe, pour les festivals de l'été.

Dans Manhattan même, le programme tient du défi permanent à la raison. Sur le modèle souvent de la « Jam Session », les concerts sont autant d'étonnantes assemblées, disséminés à la même heure aux quatre coins de la presqu'île, comme pour rendre plus aigus les choix ou les regrets. Impensables réunions ailleurs : pour à peine deux morceaux dédiés à Monk, Oscar Peterson rencontre Milt Jackson, Wynton Marsalis et Didier Lockwood servent de partenaires à Herbie Hancock et Tony Williams : un quintette inédit est mis sur pied, avec Shelly Manne, Eddie Gomez, McCoy Tyner, Stan Getz et Dizzy Gillespie...

Le plus souvent, le Festival s'abandonne au plaisir de l'anthologie et au vertige de l'encyclopédisme populaire. Ainsi, les deux week-ends qui l'encadrent sont consacrés à deux sorties : l'une dans le New-Jersey, à Waterloo Village, où la musique traditionnelle de bonne souche scande les bonheurs tribaux des pique-niques. L'autre à Saratoga, en plein air toujours, où se succèdent, dans la façon ininterrompue des grandes fêtes du rock (Woodstock n'est pas si loin) l'essentiel des vedettes du Festival central. Lequel continue d'ailleurs imperturbable.

Cette année, à partir de ses grandes bases que sont Carnegie Hall et Avery Fisher Hall, il pousse des pointes vers Harlem, dans Brooklyn, sur les quais éclairés par les feux d'artifice du 4 juillet, dans les églises, au Guggenheim Museum, sur les bateaux partout. Et il sait balancer le désir plus ou moins accompli d'exhaustivité par l'ombrage très liturgique rendu à telle figure. C'est un jour l'inventaire, assez hasardeux, des divers apports des femmes à l'écriture du jazz (*This Time: The Ladies*, avec Carmen McCrae, Carrie Smith, Bill Henderson) ; le lendemain, des rencontres au sommet : Sarah Vaughan et Gillespie (*Sassy and Dizzy*) ; Ella et Basie.

Basie au sourire éternel, Basie qui ne marche pratiquement plus, dirige un bon orchestre, solide, fidèle et précis. Il se montre farouche avec son plus vieux compagnon de route : Freddie Green, l'éminence grise, si étonnant d'être encore là, rit et fait jouer. Ella Fitzgerald, malgré des annués de santé aussi, n'avait pas depuis longtemps paru si sûre de son art, si ironique et entière avec son répertoire, si énergique enfin.

Mais on prendra la vraie mesure en folles du New-York Festival et de sa générale démesure, sachant que le même jour, 4 juillet, Money, l'opéra-jazz d'Amiri Baraka (Leroi Jones) et George Gruntz était présenté à la Mama. Autre contrepoint aux gaités patriotiques, le *Things Have Got to Change*, d'Archie Shepp, lance sous les fusées d'artifice. Au même moment ou presque, Lionel Hampton, à la tête d'un orchestre assez quelconque, finissait par

entraîner Stan Getz, Arnett Cobb et Gillespie dans un *Flying Home* endiablé. C'était à Carnegie. L'Avery Fisher Hall célébrait, pour sa part, Stan Kenton, avec Mel Lewis, Laurindo Almeida et Anita O'Day. Sur les quais on se pressait pour la Salsa. A St Peter's Church, tribut était rendu à Mahalia Jackson et à Louis Armstrong dans Brooklyn. Un 4 juillet comme les autres, on vous dit. A ne pas savoir où donner de l'oreille.

Mais pour qui préférerait encore l'intimité des clubs, ou voulait finir la soirée en musique, il restait bien des occasions : comme celle d'entendre, au Sweet Basil, Gravity, l'éclatant groupe aux six tubas dirigé par Howard Johnson. Un modèle de puissance et de musicalité, tradition et modernité liées.

FRANCIS MARMANDE.

## CINÉMA

### MORT D'ISA MIRANDA

Inès Isabella Sampietro, devenue sous le nom d'Isa Miranda une star du cinéma mondial, est morte le 9 juillet à Rome, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

[Née à Milan en 1909, Isa Miranda, qui avait commencé une carrière cinématographique, avait été secrétaire et ouvrière, fut lancée par le film de Max Ophüls *La Signora di Tutti*, dont elle joua l'un des rôles principaux, et qui la hissa au rang des grandes interprètes italiennes. Dès lors, elle tourna une cinquantaine de films, faisant tous jours preuve d'une vive personnalité. Ayant joué en Italie, en France et en Allemagne avant la guerre (*Comme les feuilles*, de Mario Camerini, en 1935 ; *Le Passaporto rosso*, de G. Brignone, en 1935 ; *L'Homme de nulle part*, de Pierre Chenal, en 1937), elle put partir pour Hollywood, après avoir payé son passage au régime italien, en acceptant de tourner *Scipion l'Africain*, un film réalisé par Carmine Gallone en 1937, sous l'œil bienveillant de Mussolini.

Revenue, après la guerre en Europe, elle fut la vedette de plusieurs grandes productions, dont *L'aventure commença demain*, de R. Potier, en 1947 ; *La Ronde*, de Max Ophüls, en 1950 ; *Avant le déluge*, d'André Cayatte, en 1953 ; *Summer time*, de David Lean, en 1954, etc. Elle devait se consacrer plus particulièrement au théâtre dans les années 60, sans toutefois arrêter le cinéma, et se tourner vers la peinture et la poésie dans les toutes dernières années.]

## MUSIQUE

### LA PROCHAINE SAISON DE L'OPÉRA

### De grandes espérances

L'Opéra de Paris vient de publier son programme général de la saison prochaine qui confirme et complète les indications que nous donnions récemment (le Monde du 4 juin). C'est le 23 septembre que rouvrira le palais Garnier avec Eugène Onéguine, mise en scène de Gian-Carlo Menotti, direction M. Rostropovitch, et Galina Vichnevskaïa, Barry McCauley et Benjamin Luxon dans les rôles principaux. Reprise ensuite de *Roméo et Juliette* (octobre), puis, en novembre, première en France de *Lea*, une œuvre contemporaine très étonnante d'Aribert Reimann, mise en scène de Jacques Lassalle, avec dans le rôle-titre Peter Gottlieb (et non D. Fischer-Dieskau, qui avait créé le personnage, comme nous l'avions annoncé). En décembre, *Falstaff* (George Wilson, Seiji Ozawa) avec Ingar Witzell, Ch. Eda-Pierre, Barbara Hendricks.

En janvier, reprise de la *Bohème* et nouvelle production de la Chauve-Souris (Richard Foreman, Ralf Weiker) avec Ileana Cotrubas et S. Jerusalem en février. Les Noces de Figaro reviennent en mars dans la mise en scène de Strehler, puis *Pagliasse* (avec J. Vickers et Teresa Stratas), associé cette fois à la création mondiale d'*Etrazebel*, de Charles Chaynes, réalisée par Michael Lindsay (mars-avril) avec Christine Eddi-Pierre, Pavarotti, Cappuccilli et Caballe seront associés dans Luisa Miller sous la direction de Giuseppe Sinopoli (juin) et la saison lyrique s'achèvera par la reprise d'*Otello*, avec V. Atlantov et M. Castro-Alberty (juin-juillet).

Côté ballets, la Syphide (septembre-octobre), le Songe d'une nuit d'été (novembre), Casse-Noisette, dans une nouvelle chorégraphie de Nourevv (décembre), une soirée de ballets contemporains d'Alwyn Riley, et Andy de Groul (avril), le Roméo et Juliette de John Cranko (mai) et *Hommage à Balanchine* (juin-juillet). Au Palais des congrès, la Belle au bois dormant et Notre-Dame de Paris.

Rappelons que la salle Favart présentera également une saison complète, fort remarquable : les Contes d'Hoffmann (Ponnelle, Lombard), coproduction avec le Festival de Salzbourg où l'on retrouvera *Nail Shickel* (novembre-décembre), reprise de Carmen (Faggioni, Garcia-Navarro) avec Teresa Berganza (décembre-janvier), une nouvelle mise en scène de l'Amour des trois oranges, de Prokofiev, par Daniel Mesguich (février-mars), la Traviata, avec Wilhelmina Fernandez (mars-avril), la Belle Hélène, réalisée par Jérôme Savary (avril-mai), les Dialogues des Carmélites, de Poulenc, dans la production du Met de New-York (Dexter, Delacote), avec notamment Régine Crespin et Maria Ewing (mai), enfin, Ariane à Naxos, mise en scène par Jean-Louis Martinoty, avec Edita Grubirova, Hélène Goret et Peter Lindroos (juin-juillet).

L'Opéra de Paris donnera également huit soirées de musique de chambre salle Favart (de 18 h. 30 à 23 heures) avec un ensemble des solistes français, et trois concerts au Théâtre de Champs-Élysées : la Neuvième Symphonie, de Beethoven (direction Alain Lombard), la Troisième Symphonie, de Mahler (Mark Janowski) et l'Or du Rhin.

Une grande saison préparée par Bernard Lefort (palais Garnier) et Alain Lombard (salle Favart), dont on espère qu'elle apportera moins de déceptions que celle, aussi brillante apparemment, de l'an passé. Rappelons que l'Opéra de Paris sera dirigé conjointement, jusqu'à l'arrivée de M. Bogianckino en septembre 1983, par M.M. Paul Poux, président du conseil d'administration, Jean-Pierre Leclerc, directeur de la musique, et Georges Hirsch, administrateur du ballet. — J.L.

★ Les plaquettes d'abonnement (huit séries, dont une de ballets) sont à demander et à renvoyer rapidement à l'Opéra de Paris, 8, rue Scribe, 75009 Paris.

## FORMES

### Redécouvertes

Tout artiste est inégal. Il n'exhibe en général, non sans raison, que le dessus du panier. Qu'on ne juge donc pas Francisco Borès (1898-1972) sur les œuvres qu'il eût sans doute écrites et qui voient avec les meilleurs dans une rétrospective naturellement amputée de celles qui ne peuvent être extradées. (1) Il en reste suffisamment (cent peintures, trente-sept aquarelles, gouaches, pastels, près de cinquante dessins) pour sortir leur auteur du semi-oubli, lot de trop de peintres de l'École de Paris, et rappeler qu'il régna, aux temps héroïques du *Minotaure*, parmi la demi-douzaine de grands noms demeurés tels. Et pourtant... en dépit d'éclatantes réussites (le *Jeu de cartes* de 1929, la *Femme du marin* de 1936, etc.) ce sont les toiles de la dernière période, celle de l'après-guerre, qui auraient pu assurer son triomphe : les *Champignons* (1949), le *Vallier* (1952), *Composition en gris* (1960) et les aplat de l'*Intérieur rose*, presque un hommage à son ami Matisse. Elles justifient en tous cas l'admiration de Jean Grenier, dont le catalogue (jeu de l'épave) reproduit un texte capital, définissant un art qui « tisse comme un fil entre le réel et l'imaginaire ». Cubisme assimilé, élargi, dépassé. Abstraction transfigurée en objets d'une présence obsédante, aérienne, transparente, intime. Borès méritait cette redécouverte.

Grison (comme Giacometti) Robert Indermaur peut-il être apparenté aux expressionnistes ? D'inspiration de préférence germanique bien qu'on lui ait cherché des ascendants en Goya, Daumier et même Van Gogh ? Je n'aime guère les étiquettes, mais celle-là sûrement inexacte, peut donner une idée approximative d'une manière pavée de toute sorte d'intentions, narrative comme on dit, d'où ne

sont exclues ni les vertus plastiques ni la vigueur (2). Là encore l'ensemble est inégal. Seulement, dans les temps forts, comme Indermaur sait utiliser les espaces, les surfaces « désertiques pour confiner l'homme dans sa solitude ! Il est tragique, ce personnage prisonnier de son fauteuil. Et cet autre au téléphone. On s'arrêtera plus longtemps encore devant *Montée*, à non sans la meilleure pièce de l'exposition, devant *La Fosse creusée* par un terrassier kaïakien. L'angoisse plane. Sur les faces aussi : voyez le triptyque de *Platz*. Souvent l'humour la tempère.

En ce qui concerne Bernard Boutet de Monvel, il s'agit moins de redécouverte, comme pour Borès, que d'une sorte d'exhumation (3). Né en 1881, le fils de Maurice Boutet de Monvel n'est cependant disparu qu'en 1949 — dans le même avion que Marcel Cerdan et Ginette Neveu. Mais les morts vont vite et celui-là risquait de ne point resurgir, malgré le souvenir d'une brillante carrière de portraitiste mondain, témoin ce maharajah en frac et en cape doublée de soie blanche. Dégage des influences des nabis ou des post-impressionnistes, suivant les traces de son père en un orientalisme marocain de bon aloi, il accède assez vite à une précision photographique glacée. A ce titre il fait figure de précurseur d'une certaine peinture américaine qui fleurira quarante plus tard. L'important, à mon sens, c'est que ce dandy, à son insu peut-être, est allé au delà de l'image.

JEAN-MARIE DUNOYER.

- (1) Arcuriat, 9, avenue Matignon.
- (2) Galerie soïse, 17, rue Saint-Sulpice.
- (3) Galerie Yves Planin, 33, rue de Seine.

## theâtres

## ciné

VOTRE TABLE  
CE SOIR

MINIERS











Le Monde

# économie

CONJONCTURE

## Il convient de « dédramatiser » l'impôt sur les grandes fortunes

déclare M. Rouvillois, directeur général des impôts

Des formulaires vont être mis à la disposition des usagers

M. Rouvillois, directeur général des impôts, qui présente vendredi à la presse, avec M. Delmas-Marsalet, chef de service de la législation fiscale, les formulaires de déclaration de l'impôt sur les grandes fortunes, a déclaré :

« Il s'agit de dédramatiser cet impôt, ainsi que l'établissement des déclarations par les contribuables qui y sont assujettis ». Cette dédramatisation concerne d'abord, selon le directeur général des impôts, la déclaration elle-même, qui, selon lui, devrait pouvoir être faite par la grande majorité des contribuables, en tout cas ceux qui ne déclarent que des biens non professionnels « sans l'aide d'experts ».

De nombreux redevables se demandent quel sera leur sort au cas où ils feraient une déclaration fautive. Sur ce deuxième point, M. Rouvillois a voulu également rassurer : les sanctions seront celles qui sont prévues normalement par le code général des impôts en matière de droits de mutation à titre gratuit. Autrement dit, les erreurs inférieures à 10 % ne seront passibles d'aucune sanction mais feront l'objet d'un rappel de l'impôt. Au surplus, seuls ceux qui sont redevables de l'impôt devront souscrire une déclaration. Les possesseurs de patrimoine dont la valeur totale est inférieure à trois millions de francs n'ont aucune déclaration à souscrire. Rappelons qu'en cas où les biens professionnels dépassent la valeur de deux millions, ils doivent être ajoutés à la déclaration des biens personnels (à condition que ceux-ci dépassent le seuil des trois millions) sous déduction des investissements entrepris dans certaines conditions.

Que se passera-t-il dans le cas d'un contribuable qui omettrait de faire une déclaration mais que l'administration considérerait comme redevable de l'impôt au vu des renseignements dont elle dispose sur sa fortune ? Le contribuable en question serait d'abord invité à souscrire une telle déclaration. C'est seulement en cas de défaut de sa part qu'il pourrait être mis en demeure, dans un délai de deux mois, l'arbitrage d'office n'interviendrait qu'au cas où cette mise en demeure se serait sans effet, selon encore la procédure habituelle prévue par le code général des impôts.

C'est à partir du lundi 12 juillet que les contribuables pourront se procurer les formulaires de déclaration, soit dans les hôtels des impôts, où sont implantées les recettes principales, soit encore dans les locaux des cellules d'information, qui ont été mis en place depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1982 dans le but d'aider les redevables du nouvel impôt. Ces cellules d'information existent dans chaque département et l'on peut se procurer la liste des adresses dans les centres et les recettes des impôts.

### Pas une mince affaire

La déclaration se compose d'une « couverture » (portant le numéro 27-25 IGF) et d'un certain nombre d'intercalaires numérotés de 1 à 8 destinés à y être insérés. Chaque intercalaire correspond à une catégorie de biens particuliers qui doivent être récapitulés dans la déclaration n° 27-25 IGF. Chaque redevable disposera d'une notice simplifiée, destinée à ceux d'entre eux qui ne déclarent que des biens non professionnels et ne possèdent ni bois, ni forêt, ni part de groupement

forestier (pour lesquels un régime spécial est prévu), soit une notice détaillée. La première comporte quatre pages serrées et la seconde douze pages. Pour aider les contribuables, d'autres documents seront mis à leur disposition, en particulier un « guide de l'évaluation » pour le prix de 35 F, assorti, à la demande de l'usager, de deux instructions (pour le prix de 24 F) comprenant des exemples « destinés à une meilleure compréhension », précise le ministre des finances. Le guide de l'évaluation, qui est un ouvrage de 221 pages, traite le redevable aux commissions minimales dont il a besoin pour faire sa déclaration : définition de la valeur vénale et façon de l'établir pour les différents biens dont il est le propriétaire, avec rappel de la législation les concernant.

Au vu de ces documents, on peut mettre sérieusement en doute la capacité d'une bonne partie des citoyens redevables à faire en mesure de faire seul l'inventaire de leur fortune, compte tenu du fait qu'à part les œuvres d'art pratiquement au cœur des biens s'échappe à la déclaration.

Les déclarations devront être, rappelés-le, remises à l'administration des impôts avant le 15 octobre prochain au plus tard. Le paiement de l'impôt devant se faire en même temps que le dépôt de la déclaration. Tout retard dans le paiement donnant lieu à une indemnité de retard de 10 % pour le premier mois et de 1 % pour chaque mois suivant. Les biens situés à l'étranger doivent être déclarés, mais au cas où le redevable aurait acquis dans le pays où il possède des biens en impôt sur la fortune comparable à celui qui est institué en France, il pourra l'empêcher (un intercalaire n° 9 est prévu à cet effet).

P. F.

SOCIAL

## PEUGEOT-TALBOT : nouvelle mise en garde de la direction à la C.G.T.

Le directeur de Peugeot-Talbot a mis en garde de nouveau les syndicats et le personnel de l'usine de Poissy sur les dangers d'une non-application totale de la recommandation de M. J.-J. Dupuyroux. M. Jean Boillot, président du directoire d'Automobiles Peugeot, a indiqué, vendredi 9 juillet, que décidé à appliquer simplement ces recommandations, il cessait « sans aucun préavis » de s'y conformer si les autres partenaires sociaux, notamment la C.G.T., ne les appliquaient pas.

Après avoir noté qu'en fin de semaine la reprise du travail était plus proche de la normale, le dirigeant de Peugeot-Talbot s'est inquiété du rôle qu'avait joué et que veut jouer la C.G.T., en se demandant si ce syndicat n'avait pas des motivations et des initiatives dont la portée ne visait pas seulement l'entreprise.

La grève chez Talbot, estime la direction, a été déclenchée au plus mauvais moment alors que les ventes de la Samba étaient en progression. Révélant que la firme Peugeot avait amélioré sa productivité de 10 % en 1981, M. Boillot a indiqué que ces gains risquaient d'être annulés, en 1982, par l'accroissement des charges sociales et annoncé un « plan d'austérité » avec une réduction drastique « des frais généraux et de certains investissements dans la mesure où ils ne portent pas sur les produits de la firme ».

## M. FITERMAN CONDAMNÉ LA GRÈVE DES HÔTESSES ET DES STEWARDS

La grève des hôtesses et des stewards, qui a affecté les trois compagnies aériennes françaises, a pris « des formes préjudiciables à l'intérêt de chacun et de tous », a déclaré, le 9 juillet à Orléans, M. Fiterman, ministre des transports.

« Si ce mouvement vise à obtenir des avantages allant au-delà de ce qui a été fait pour tous lors de la réduction de la durée hebdomadaire du travail de 40 heures à 39 heures, il est bien évident qu'il ne pourrait pas être répondu de manière positive », a indiqué le ministre, qui assistait à la cérémonie d'installation du nouveau P.D.G. d'Air Inter, M. Marceau Long. Il a ajouté : « La prolongation du conflit ne se justifie pas, et, si elle se produisait, elle ne manquerait pas de se heurter à l'incompréhension de l'opinion. Pour ma part, je la trouverais préjudiciable au transport aérien français ».

« La masse monétaire américaine, considérée dans sa définition M-1, a chuté de 3,7 milliards de dollars durant la semaine du 24 au 30 juin 1982. A cette occasion, la Réserve fédérale précise que la contraction de 2,3 milliards de dollars annoncée pour la semaine précédente a été révisée à 2,5 milliards ».

P. F.

FONCTION PUBLIQUE

## Les propositions de M. Mauroy sur la sortie du blocage sont accueillies avec de sérieuses réserves

M. Pierre Mauroy a reçu vendredi 9 juillet en compagnie de M. Anicet Le Pors, ministre de la fonction publique, les fédérations de fonctionnaires pour leur proposer les conditions de sortie du blocage des salaires dans la fonction publique.

Le premier ministre a tout d'abord réaffirmé qu'« aucune revendication catégorielle ne pourrait être satisfaite pendant la période de blocage ». Il a souhaité négocier avec les syndicats à partir du mois de septembre un accord salarial qui porterait sur la fin de l'année 1982 et sur 1983 et qui s'articulerait autour de trois idées-forces :

- la fixation d'un calendrier des augmentations de salaires sur la base d'hypothèses d'évolution des prix en 1982 et 1983. Une clause de sauvegarde à la fin de l'année 1983 serait en outre définie pour garantir le maintien du pouvoir d'achat moyen ;
- l'amélioration des rémunérations inférieures à 4 500 F bruts par mois par des mesures qui restent à définir ;
- la réduction des avantages dont bénéficient les fonctionnaires les mieux rémunérés sous forme notamment d'un plafonnement des rémunérations accessoires et des primes.

En raison de la brièveté de la réunion (une heure et demie), seule la FEN a pu exprimer sa position : tout en réaffirmant son hostilité au blocage général des salaires, qui est une mesure « inutile, inefficace et dangereuse », elle se déclare prête à poursuivre les négociations avec le gouvernement.

Les autres syndicats indiqueront leurs positions à MM. Mauroy et Le Pors lors d'une prochaine concertation prévue le 19 juillet prochain. Après la réunion les syndicats ont cependant fait connaître leur mécontentement.

Force ouvrière qui redoute une perte de pouvoir d'achat de 6 % en 1982, alors que M. Anicet Le Pors l'évalue, en masse salariale à - 1,6 %, a manifesté son « désaccord total », déclarant qu'elle ne participerait pas à une négociation des salaires pour 1982. Très ferme aussi, la C.G.T. a affirmé qu'elle « ne se résignerait pas au blocage » et qu'il fallait « créer les conditions d'une prise en charge lucide et constructive par les fonctionnaires » pour le maintien du pouvoir d'achat. La C.G.C. a aussi exprimé son désaccord global. Seule, la C.F.D.T. s'est montrée satisfaite des propositions faites en faveur des bas salaires.

« Le syndicat de lutte des travailleurs » d'Usinor-Dunkerque manifeste à Paris. Une centaine de manifestants regroupés des militants du syndicat de lutte des travailleurs d'Usinor-Dunkerque, du comité de soutien de Dunkerque et de Lille et des militants syndicalistes C.G.T. et C.F.D.T., se sont rendus vendredi 7 juillet au ministère du travail.

« Le syndicat de lutte des travailleurs » (créé à Usinor-Dunkerque en mars 1981 par un certain nombre de cégétistes dissidents, dont certains avaient auparavant été exclus de la C.F.D.T.) entendait attirer l'attention des pouvoirs publics sur la situation qui est faite au secrétaire de ce syndicat, M. Franz Flatscher, contre lequel une procédure de licenciement a été engagée par la direction d'Usinor et qui observe une grève de la faim depuis onze jours dans l'église Saint-Éloi de Dunkerque.

« La C.G.T. dénonce le rapport de la Cour des comptes. Le Féd. a placé l'existence de l'énergie C.G.T. proteste contre l'exploitation honteuse - faite par la presse du rapport de la Cour des comptes, qui dénonce notamment le gaspillage d'électricité par les agents de l'E.D.F. (le Monde du 7 juillet). La C.G.T. souligne qu'une comparaison aurait dû être faite - entre les différentes catégories de population - de l'énergie consommée pour l'ensemble des usages domestiques (car les agents de l'entreprise nationale ne consomment pas d'autres combustibles) ».

## Faits et chiffres

Affaires

« La Chine vient de fermer ses frontières aux importations de produits de l'industrie chimique de Pékin, due à de trop grands achats par la province de Canton qui a réexporté vers les autres régions chinoises une partie des quantités importées, ne semble pas inquiéter les milieux communautaires. Seule parmi les Etats membres de la C.E.E., l'Italie décline une part significative du marché chinois, mais avec 13 000 tonnes exportées en 1981, elle se situe loin derrière les Etats-Unis (300 000 tonnes environ) et le Japon (65 000 tonnes).

Selon Bruxelles, les autorités chinoises n'ont donné aucune indication sur la durée des mesures prises. (Corresp.)

« Le Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI) est officiellement né jeudi 8 juillet. Un décret précise les compétences de ce comité qui remplace le CIAS (Comité interministériel d'aménagement des structures industrielles) mis sur pied en 1974. Composé de onze personnalités, le CIRI est placé sous l'autorité du ministre de l'économie et des finances.

Une circulaire du premier ministre confirme la création à titre expérimental de six antennes du CIRI en province : les CORI (Comités régionaux de restructuration industrielle). Ils doivent, rappelle-t-on, être installés à Lille, Paris, Lyon, Bordeaux, Nantes et Clermont-Ferrand.

« Filière électronique : Renforcer la coordination des ministères. La place n'existe pas pour des conflits ou de sordides rivalités entre les administrations, mais au contraire pour une coordination accrue, une addition des efforts, une volonté commune de reconquérir l'industrie électronique française », a déclaré vendredi 9 juillet, M. Mexandeau, à Pleumeur-Bodou. Le ministre des P.T.T. participait au vingtième anniversaire de la première transmission intercontinentale d'une émission de télévision par satellite. Outre celui des P.T.T., le ministre de la Recherche et de l'Industrie et le ministre de la Défense sont concernés par cette filière.

Conjoncture

« Les industriels français s'attendent à une demande plus faible dans l'ensemble des secteurs au cours du mois, indique l'INSEE dans son enquête trimestrielle de l'industrie réalisée au mois de juin. La baisse des effectifs industriels, qui s'est sensiblement ralentie depuis le premier trimestre, devrait, selon l'INSEE, se poursuivre à un rythme proche de celui récemment observé. Enfin, alors que les prix à la production ont augmenté de 0,9 % en rythme mensuel de mars à juin (pour la même période l'accroissement des salaires a été de 1 % par mois), les industriels envisageaient, avant l'annonce des mesures de blocage, des baisses du même ordre pour le troisième trimestre.

AGRICULTURE

## Fonctionnaires et agriculteurs ont vu leurs demandes repoussées

(Suite de la première page.)

Que voulaient les agriculteurs ? Des mesures de rattrapage pour les productions dont les prix garantis avaient connu une entrée en vigueur retardée. Des allègements dans les coûts de production. Et surtout le démantèlement des M.C.M. Pour les deux premiers points, le chef de l'Etat avait fait des promesses, ont-ils rappelé. Pour le dernier, C.N.J.A. et F.N.S.E.A. avaient fait un plan qui revenait à supprimer les M.C.M. sans recouper immédiatement la hausse qui doit en découler sur les prix en France.

Pour le gouvernement, l'agriculture a particulièrement intérêt au succès de la lutte contre l'inflation. Elle doit donc y participer. Le blocage des marges des vendeurs et non des prix payés aux agriculteurs constitue une dérogation suffisante au dispositif général. Aller plus loin apparaîtrait comme une faveur que les Français ne comprendraient pas. Quant à l'assuétude proposée par le C.N.J.A., elle fut jugée « intéressante » mais insupportable « dans la phase actuelle », a dit M. Cresson.

Pour les productions qui ont souffert du retard dans la fixation des prix, le gouvernement favorisera la promotion des exportations des produits laitiers et demandera une hausse du prix garanti du mouton.

Enfin, le gouvernement s'estime d'autant mieux fondé à exiger cet effort de rigueur que, pour les douze derniers mois, les prix agricoles ont augmenté de 14,9 % et ceux des coûts de production de 13,9 %. Ce qui fait dire à M. Mauroy « qu'il ne peut qu'être d'ores et déjà des signes favorables ».

bles dans l'évolution des revenus agricoles depuis un an ».

M. Guyau, président du C.N.J.A., est « déçu ». Son syndicat qui avait fait l'effort de trouver une issue au blocage n'a pas été entendu. M. Guillaume, président de la F.N.S.E.A., est sorti tout colère. « Nous attendons la réaction des agriculteurs sur le terrain. Nous ne voulons pas qu'on nous accuse d'être des agitateurs. » L'un de ses proches assure que dès lundi sur les routes... Intox, ballon d'essai ?

M. Charly Tempier pour les Travaillistes paysans constate que les réflexions engagées sur les coûts de production et le financement de l'agriculture ne représentent pas une réelle alternative, et que les mêmes causes produisent les mêmes effets, c'est-à-dire la maintenance d'une logique absurde du développement de l'agriculture et des difficultés des agriculteurs. Un seul bon point : la création envisagée d'un registre des agriculteurs qui permettra d'avoir une réelle connaissance des revenus. Il est d'accord, le jeune représentant des Travaillistes-paysans avec le vétéran du MODEP, M. Minessu : la rigueur oui, mais pas pour les amis de l'agriculture, soit 50 % des paysans. « Il nous reste l'action syndicale et d'ailleurs nous la mènerons avec l'ensemble des autres couches malmenées, les travailleurs des villes ou des champs » nous a dit le président du MODEP. Il indique, en outre, que la remontée des prix réels au dernier trimestre de 1981 et au premier trimestre de 1982, représente un rattrapage et qu'en outre elle est maintenant stoppée : « Venez voir sur les champs de foire ! ».

Les différents départements ministériels ont, semble-t-il, été unanimes, pour constituer le front du refus. MM. Mauroy et Delors faisaient montre même d'une grande sévérité à l'égard des agriculteurs, nous a-t-on rapporté. Tout n'est pas dans cette fermeté. Il apparaît que la direction des impôts a incité le ministre de l'agriculture à plus de prudence dans son ambition d'accélérer la mise en place du régime de l'impôt sur la revenu réel. Il serait moins payant pour l'Etat que le régime du revenu forfaitaire... Curieusement la F.N.S.E.A. s'est faite l'alliée objective de ce freinage.

Enfin, il semble que quelques voix aient pleuré, dans l'entourage du mi-

nistre de l'agriculture pour, qu'un petit quelque chose soit fait sur le carburant agricole. C'est été peu coûteux et relativement habile. M. Mauroy a-t-il craint qu'une réduction du fuel ne facilite la sortie des tracteurs ?

JACQUES GRALL.

ÉTRANGER

## Les chances d'aboutir à un accord sur l'acier entre la C.E.E. et les Etats-Unis sont faibles

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). - M. Baldrige, le secrétaire américain au commerce, le 9 juillet, exhorté des Etats-Unis, le vice-président de la Commission chargée des affaires industrielles, les moyens de mettre fin au conflit sur la proposition des exportations européennes d'acier vers les Etats-Unis. Alors que l'idée est toujours de conclure un accord d'autolimitation, les deux parties se sont donné jusqu'au 23 septembre prochain pour aboutir. Au-delà de cette date, aux termes de la législation américaine, l'administration n'aura plus la possibilité d'interrompre la procédure judiciaire en cours, qui doit normalement conduire, le 23 août, à la fixation de droits compensateurs définitifs.

Les chances d'aboutir sont, à entendre M. Baldrige, minces : « La solution ne sera pas facile, et il est déclaré au cours d'une conférence de presse. A ce jour, il n'y a pas de nouvelles propositions. J'ai apporté la bonne volonté des Etats-Unis. » Selon lui, la sidérurgie américaine compte 100 000 chômeurs complets. 25 000 chômeurs partiels. Or, au premier trimestre de 1982, les besoins en produits sidérurgiques du marché américain ont chuté de 25 % par rapport au premier trimestre 1981, alors que les importations en provenance d'Europe croissent de 90 %.

Présentation tendancieuse, fait valoir un haut fonctionnaire européen : en 1980, l'US Steel ayant déjà introduit un plan contre les importations en provenance de la

C.E.E. (plan qui fut par la suite retiré), ces importations s'étaient trouvées considérablement affectées à la fin de l'année 1980. Le début de l'année 1981 constitue donc une période de référence tout à fait anormale, ne pouvant d'aucune manière servir pour démontrer un préjudice.

Les propos peu conciliants de M. Baldrige conduisent à se demander s'il a traversé l'Atlantique pour négocier avec les Européens, ou pour les faire céder. Même fermement à propos de l'extension aux entreprises européennes travaillant sous licence américaine de l'embarquement sur les équipements gaziers commandés par l'U.R.S.S. « Le président des Etats-Unis a des sentiments très arrêtés. Il ne bougera pas tant qu'il n'y aura pas un geste politique concernant les libertés en Pologne. Il considère que la défense des libertés individuelles est plus importante que les affaires ».

Pourquoi, sion pour préserver leurs propres intérêts, les Etats-Unis continuent-ils à exporter des céréales vers l'U.R.S.S. ? « Ce n'est pas du tout la même chose, répond en substance M. Baldrige, les Russes peuvent acheter des céréales autant qu'ils veulent de par le monde. Ce qui n'est pas vrai de la technologie américaine. En outre, tout achat de céréales les oblige à verser des devises fortes, alors qu'au contraire, le pipe qui est construit pour acheminer le gaz soviétique vers l'Europe leur en apportera ».

PHILIPPE LEMAÎTRE.

Ce qu'avait dit le 4 mai 1982, à Naves (Corrèze), M. Mitterrand : « Je pense en particulier que le gouvernement pourrait passer un contrat de modération avec lui-même, en particulier sur le gazole, ce ne serait pas un mauvais idée. L'on ne peut pas procéder à une diminution de prix pour certains et le refuser à d'autres. M. le ministre de l'économie et des finances m'a dit qu'il faut qu'un effort soit fait sur ce plan. »

Faits et projets







## Le dollar a touché 7 francs...

du deutchmarks, à Paris a un peu « décollé » de son cours plancher de 2,7709 francs, atteignant et dépassant même 2,78 francs, alors que ces dernières semaines il se maintenait aux environs de 2,7750 francs. La Banque de France est même intervenue, à la fin du mois, pour ramener le franc, pour freiner le monté du mark. Il est vrai que les marchés des changes ont été très agités cette semaine et que les mouvements désordonnés du dollar ont pu perturber un peu le rendement des emprunts du franc. De toute façon, il est prématuré de hasarder le moindre pronostic sur ce comportement, tout au moins avant l'automne et la sortie, programmée, du blocage des prix des marchandises. Il n'en résulte pas que les rentrées de devises se sont fortement ralenties, pour s'arrêter même complètement en fin de semaine.

Sur le marché de l'or, le fléchissement du dollar et des taux en fin de semaine ont entraîné une baisse du cours du franc à 322,50 francs, le cours de l'once à 320 dollars, au plus haut depuis un mois.

**LES MONNAIES DU S.M.E. :  
DE LA PLUS FORTE  
À LA PLUS FAIBLE**

9 juillet 1982

Monnaie	Valeur
LIRE	0
MARK	-1.40
FRANCO SUISSE	-1.50
FRANCO BELGE	-1.50
FRANCO LUXEMBOURG	-2.80
FRANCO ALLEMAN	-3.40

## Nouvelle progression des métaux

2 milliards de francs sous deux formes : une émission à taux fixe (16,60 %) et une à options de sortie (fenêtres) à 16,90 % avec remboursement anticipé, soit au gré de l'émetteur, soit au gré du porteur. Ensuite, le C.E.P.F.M.E. appelle 800 millions de francs avec bons de souscription (warrants), et la Ville de Paris 450 millions de francs à 16,60 %, formule classique, tandis que la SOVAC lève 350 millions de francs à taux variable, indexé sur le taux moyen des obligations (T.M.O.).

Pour la semaine suivante, est prévu un « gros » emprunt de la Caisse nationale de l'énergie (4 milliards de francs), couplé avec un emprunt de banque (B.N.P. pour 1,5 milliard de francs). La semaine d'après, ce sera le tour du Crédit lyonnais (1,5 milliard de francs), de la Banque de l'Union européenne, de la Compagnie bancaire, de CODETEL, du G.O.B.T.P... au total près de 12 milliards de francs d'ici à la fin du mois.

Apparemment, il y a de quoi donner une indignation au marché, et pourtant, selon les spécialistes, il n'en est rien : l'adit marché se montre disposé à « avaler » le papier d'autant qu'il y a, désormais, quelques raisons de croire à une baisse lente et régulière des taux d'ici à l'automne. Cette semaine, comme la précédente, le taux nominal des émissions classiques a fléchi de 0,10 %, revenant de 16,70 % à 16,60 %. Ce mouvement incite les investisseurs institutionnels à se tourner davantage vers les émissions à taux fixe, délaissant un peu celles à taux variable, surtout lorsqu'elles comportent une indexation sur le taux du marché monétaire. Quant aux rendements, leur retrait s'effectue en bon ordre, avec des paliers, comme cette semaine : 15,68 % contre 15,63 % pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans, 15,06 % contre 15,11 % pour ceux à moins de sept ans, 16,08 % contre 16,04 % pour le secteur public et 17,27 % contre 17,24 % pour le secteur privé, selon les indices Paribas.

## Une avalanche d'émissions

Profitant de cette lente baisse des taux à court terme, qui commence à s'étendre aux taux à long terme, les emprunteurs se hâtent d'émettre sur le marché, étalant toute la palette des combinaisons : taux fixes, taux variables, bons de souscription, « fenêtres » de remboursement. C'est une véritable avalanche d'ici au 31 juillet, et, selon toute vraisemblance, la pause traditionnelle du mois d'août ne sera même pas respectée.

Pour la semaine prochaine, c'est d'abord un emprunt S.N.C.F. de

53



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

- ÉTRANGER**
2. LA RECHERCHE D'UN RÈGLEMENT AU LIBAN
3. AFRIQUE — TANZANIE : M. Nyerere défend son projet de société socialiste.
3. DIPLOMATIE
- POLITIQUE**
4. La politique sur le statut de la capitale.
- SOCIÉTÉ**
5. JUSTICE : Après la publication du rapport de la commission d'enquête sur le SAC.
5. DÉFENSE.
6. MÉDECINE.
- SPORTS**
7. La deuxième Coupe du monde de football.
- La Tour de France cycliste.
- La Coupe Davis de tennis.
- CULTURE**
8. JAZZ : Le festival de New-York.
- MUSIQUE : La prochaine saison de l'Opéra.
- FORMES : Redécouvertes.
- RÉGIONS**
10. ILE-DE-FRANCE : La session du Conseil de Paris.
- CENTRE : Gouvernement et collectivités locales d'accord pour continuer d'aménager la Loire.
- ÉCONOMIE**
11. AGRICULTURE.
12. AFFAIRES : Le plan meuble coïncé.
12. LA REVUE DES VALEURS.
13. CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS.
- RADIO-TELEVISION (10)**
- INFORMATIONS**
- SERVICES : (6) :
- Météorologie ; Mots croisés ; Journal officiel ; Carnet (5) ; Programmes spectacles (9).

### A VIENNE

## Le conflit irano-irakien a davantage préoccupé les pays de l'OPEP que les événements du Liban

De notre envoyé spécial

Vienne. — Une journée pour rien, serait-on tenté de dire après le tour de table effectué par les membres de l'OPEP, le 9 juillet, dans la capitale autrichienne. « Nous avons reconnu que trois problèmes nous étaient posés : le plafond de production, les quotas alloués à chaque membre, — ce qui est autrement compliqué —, et les prix », a souligné le ministre indonésien, M. Subroto, tandis que le ministre péruvien, M. Calderon Bert, toujours optimiste, affirmait : « Nous sommes convenus qu'il nous fallait absolument parvenir à un accord ».

En fait, les positions sont claires sur chacun des trois chapitres. La majorité des pays ont manifesté leur intention de conserver le plafond de production de 17,5 millions de barils par jour encore deux mois, le comité de surveillance du marché de l'OPEP devant se réunir le 24 août. Seul, le Venezuela estime, et le clame, qu'il n'est pas cohérent, intellectuellement, de fixer un tel plafond, dès lors que l'on sait que la production est de 18,2 voire 18,5 millions de barils.

Deux pays ont officiellement demandé une telle modification : la Libye, qui dit avoir respecté le niveau d'exportation pendant un trimestre et veut désormais pouvoir produire plus, et l'Irak, dont l'exportation — « secret de guerre » — doit approcher 2,2 millions de barils quotidiens, alors que son quota est de 1,2 million de barils. La délégation de Téhéran continue de réclamer une allocation de 10 millions de barils par jour commune à l'Arabie Saoudite, à l'Irak et à l'Iran, ce qui supposerait un accroissement de sa production et une réduction de celle de Ryad.

La question des prix pétroliers des pays arabes, soulevée par l'Arabie Saoudite, qui estime que ceux-ci ne sont pas en ligne avec les pays du Golfe, a été confiée à un comité d'experts qui n'ont pu combler les écarts entre les diverses positions. Parce qu'il a conscience que Ryad a fait, cet hiver, la plus grosse part de sacrifice pour tenir les prix (par une baisse de sa production, mais aussi par l'aide apportée au Nigeria), le ministre Lowthien, Chieftain Khatib, a été effrayé de jouer les médiateurs entre le royaume wahabite et les pays arabes. Persuadé que l'Arabie Saoudite sera intrinsèque sur les autres points, il elle n'obtient pas satisfaction au moins partiellement, sur les prix, il a

réclamé de l'Algérie et de la Libye de se joindre à un geste de 50 cents par baril, voire la simple reconnaissance dans le communiqué final que le problème existe et que les pays en cause le régleront lorsque les conditions du marché le permettront. Encore cela ne suffirait pas forcément à l'Arabie Saoudite, qui ne veut pas se laisser dicter par ses voisins, lorsqu'elle produit encore plus de ses millions de barils par jour, affirme un ministre, qui ajoute : « Cela n'aurait pas de sens de relever nos prix quand ceux de la mer du Nord sont encore inférieurs et que les prix des pétroles légers sont en baisse sur les marchés libres ». D'une moindre intrinsèque des uns et des autres, et de la découverte d'un des pays arabes, les ministres de l'OPEP et le secret et qui ménagent toutes les positions — selon la formule d'un délégué — dépend le succès ou l'échec de cette conférence.

Dépendent, force est de constater que le climat de l'organisation est bien plus empoisonné par le conflit entre l'Irak et l'Iran, sur lequel les ministres arabes se taisent, que par les événements du Liban, sur lesquels les ministres arabes se taisent. Les ministres du Golfe n'ont pas une entrée prochaine des troupes iraniennes en Irak, front-elles jusqu'au pétrole, les dommages de guerre auxquels Téhéran estime avoir droit ? Voilà, en tout cas, qui pourrait encore modifier les schémas de la conférence, les documents élaborés par l'OPEP.

BRUNO DETHOMAS.

### En U.R.S.S.

## LEUR VISA DE SORTIE ÉTANT REFUSÉ, DEUX GRÉVISTES DE LA FAIM POURSUIVENT LEUR MOUVEMENT.

(De notre correspondant.)

Moscou. — Évidemment sans précédent à Moscou : le chef de l'OVID, l'organisation chargée de délivrer des visas, M. Serge Fader, a convoqué le vendredi 9 juillet, les journalistes occidentaux pour leur annoncer que le visa de sortie avait été refusé à deux ressortissants soviétiques mariés à des Américains, M. Youri Balonenko, trente-trois ans, ingénieur, et M. Serge Petrov, vingt-neuf ans, photographe. C'est la première fois que les autorités soviétiques reconnaissent publiquement l'existence en U.R.S.S. du problème des familles divisées.

M. Fader a donné un début d'explication à cette nouvelle attitude en reprochant aux correspondants occidentaux de présenter ce problème « de manière déformée et tendancieuse, et dans un esprit hostile ». Au contraire, selon lui, l'O.R.S.S. a adopté sur cette question une attitude « bienveillante et humaine », et il en a voulu pour preuve que deux cent soixante-cinq mariages entre Soviétiques et ressortissants de pays capitalistes ont été célébrés en un an et demi.

M. Balonenko avait mis un terme, le 21 juin, à la grève de la faim qu'il observait depuis le 10 mai, sur la promesse de l'OVID de lui accorder un visa de sortie (le Monde du 23 juin). Il a repris son mouvement le 5 juillet, en affirmant qu'il traitait « jusqu'à la mort ». Quant à M. Petrov, il ne s'agit pas d'un nouveau mouvement de grève, mais d'un prolongement de celui qu'il avait initié le 21 juin.

Selon M. Fader, les deux intéressés ont une connaissance dans leurs activités professionnelles, d'informations relatives à la situation, mais leurs familles « éventuellement » être réexaminées dans six mois. Jusqu'à présent, deux grévistes de la faim, membres du « groupe des familles divisées », ont obtenu gain de cause : le journaliste André Molot, qui est déjà parti rejoindre sa femme aux États-Unis, et Joseph Kikilashvili, marié à une Allemande, dont le départ d'U.R.S.S. serait imminent. (Matin.)

M. Mokhtar Hashim, ministre de la culture, a été arrêté par la police, samedi 10 juillet. M. Mokhtar Hashim et quatre autres personnes seraient poursuivis pour le meurtre de la journaliste Tabia, président de l'Assemblée de l'État de Negri Sembilan.

## Le Parlement européen fait ses comptes

De notre correspondant

Strasbourg. — L'administration des frais et indemnités parlementaires au sein du Parlement européen va être réorganisée. Les règles d'avances seront supprimées et remplacées par de nouvelles modalités de paiement des indemnités de séjour, de voyage, de secrétariat, ainsi que de déplacements électoraux dans les circonscriptions.

Cette réforme devrait permettre un meilleur contrôle à tous les niveaux. Comme l'a annoncé le président Dancart, au cours d'une conférence de presse, ce sont les premières conséquences du rapport de la Cour des comptes européenne qui a mis en lumière certaines pratiques peu compatibles avec les règlements financiers qui ont abouti à cruser, au cours de l'année 1981, un important déficit dans la caisse des députés.

Mais, a souligné à plusieurs reprises le président du Parlement, aucun parlementaire n'est impliqué de près ou de loin dans cette affaire. Des rumeurs couraient, en effet, à Strasbourg, selon lesquelles certains parlementaires avaient bénéficié d'avances sur frais assez généreuses ou avaient tardé à rembourser des trop-perçus. Dans l'état actuel de l'enquête confiée à un bureau extérieur de comptabilité, rien ne permet non plus de mettre en cause des fonctionnaires, a précisé M. Dancart. Deux d'entre eux ont pourtant été mutés.

L'enquête devra établir dans quelle mesure il y a eu falsification d'écritures comptables.

et quelle était la destination de quelques 80 000 ECU (800 000 F) qui manquaient toujours au début de cette année dans la caisse des députés. Ce déficit ne représente en fait que 60 % de celui qui s'était accumulé l'an dernier et qui avait été réduit entre-temps par des régularisations. Y a-t-il eu des régularisations frauduleuses ? Ce n'est pas impossible. Le président a reconnu que des chèques avaient été antidatés. Les fonctionnaires impliqués feront l'objet de mesures disciplinaires. Il faudra notamment mettre au clair l'affaire de deux chèques d'un montant global de 52 000 livres sterling tirés sur une banque britannique en mars 1982. C'est à ce niveau que l'enquête pourra avoir des suites judiciaires.

Le rapport de la Cour des comptes européenne fait ressortir que le règlement des frais des parlementaires s'effectue en vingt-deux monnaies différentes, y compris des dollars australiens et pesos colombiens. Après la suppression des avances, les paiements des frais seront assurés pour l'essentiel par les banques. Il faudra attendre toutefois la mise en service d'un système d'écriture au paiement des frais de voyages. Il est question également de réduire de moitié les frais de secrétariat et de déplacements électoraux dans les circonscriptions, frais qui se montent actuellement, pour chaque député, à plus de 9 000 francs par mois.

JEAN-CLAUDE HAHN.

### MIS EN CAUSE PAR L'HEBDOMADAIRE

## M. Leccia va porter plainte contre « Minute »

Mis en cause dans le dernier numéro de « Minute » sous le titre « Un faux chômeur au gouvernement », M. Basile Leccia, délégué interministériel aux affaires corse après M. Defferre, a démenti ce samedi 9 juillet les assertions de l'hebdomadaire, selon lesquelles, bien qu'il soit rémunéré à plusieurs titres, l'adjoint au maire de Marseille toucherait des indemnités de chômage.

M. Leccia nous a déclaré qu'il était en préretraite depuis 1980, ayant fait valoir ses droits à l'âge de soixante ans. Depuis lors, il perçoit une indemnité pluri-fonction.

Lorsqu'il a été nommé, nous a précisé M. Leccia, président de la Compagnie nationale du Rhône, il a signalé son changement de situation à la caisse qui l'indemnise. Cela a été fait le 15 juin. Il a demandé, comme il est pris en charge par la Compagnie nationale du Rhône à partir du 13 avril, le décompte des sommes qu'il aurait à rembourser entre le 13 avril et le jour où sa situation serait liquidée.

A ce jour, il n'a pas encore reçu notification du montant des sommes à rembourser.

En ce qui concerne le poste de délégué aux affaires corse, qu'il

occupe depuis juillet 1981, il n'est pas rémunéré. Il n'y a que ses frais qui lui sont remboursés.

M. Leccia nous a enfin déclaré qu'il allait porter plainte contre « Minute ».

Rappelons que M. Leccia est né le 3 novembre 1918 à Conco-d'Orto-Veneto (Cône-du-Sud) et qu'il est l'adjoint de M. Defferre à la mairie de Marseille depuis 1959. Député socialiste de la première circonscription de Marseille-Bondu du Rhône de 1967 à 1981, M. Leccia, qui est un très ancien collaborateur de M. François Mitterrand et de M. Gaston Defferre, avait été nommé par ce dernier au 10 juillet 1981, délégué spécial pour les affaires corse, par le conseil chargé de préparer l'application du statut particulier prévu pour l'île. Nommé en avril précédent au conseil d'administration de la Compagnie nationale du Rhône, M. Leccia devait continuer de suivre les affaires corse. Il se proposait, en outre, de conduire la liste du P.S. aux élections régionales du 8 septembre en Corse.

La désignation d'une liste dissidente conduite par M. Charles de Gaulle, secrétaire de la fédération socialiste de la Haute-Corse, mais M. Leccia a refusé de faire acte de candidature en expliquant, le 9 juillet, que le gouvernement lui avait demandé de poursuivre sa mission de délégué interministériel aux affaires corse, et en motivant sa décision par l'importance du poste de délégué et par le fait que le gouvernement et les candidats à l'assemblée régionale (le Monde du 9 juillet).

### LA GARANTIE DE RESSOURCES

La garantie de ressources, égale à 78 % du salaire antérieur, ne peut être cumulée avec l'exercice d'une activité professionnelle salariée ou non. Quand il perçoit pour la première fois cette allocation, le bénéficiaire est informé de cette condition. Il est précisé qu'en cas de reprise d'activité professionnelle à temps plein ou partiel, définitive ou occasionnelle, il doit immédiatement en informer l'ASSEDIC. En outre, chaque année, l'allocataire doit signer un engagement selon lequel il s'engage sur l'honneur ne pas avoir repris une activité salariée ou non.

Une exception toutefois : si l'activité est définitive, occasionnelle et réduite, le maintien de la garantie de ressources peut être autorisé par une commission paritaire.

**UNE ECOLE POUR TOUS**  
**UN ENSEIGNEMENT POUR CHACUN**  
Cours Privé CARPENTIER  
15, Bd Poissonnière 75002 PARIS  
Tél. 261.51.27  
2<sup>ème</sup> aux Terminales, NEG, ESCE, SE, PO.

## M. Perez de Cuellar encourage la Suisse à adhérer à l'ONU

De notre correspondant

Berne. — En se rendant les 7 et 8 juillet à Berne, M. Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, a apporté sa caution aux efforts des autorités helvétiques pour l'entrée de la Suisse à l'ONU.

A l'issue de ses entretiens avec M. Honegger, président de la confédération, et Aubert, chef du département des affaires étrangères, le secrétaire général a indiqué que la Suisse avait « le droit et même l'obligation de faire partie de la parité internationale de la communauté des Nations unies en raison de la parfaite coïncidence de leurs philosophies ». Si la Confédération suisse n'adhère pas à l'ONU, nous pourrions avoir recours à beaucoup de citoyens helvétiques pour des missions de paix.

Cette visite revêtait d'autant plus d'intérêt qu'elle est intervenue peu après la publication du message du gouvernement helvétique recommandant au Parlement d'approuver le principe de l'adhésion.

Le gouvernement fédéral estime que la neutralité « permanente et armée » ne constitue plus aujourd'hui un obstacle comme au moment de la fondation des Nations unies en 1945. Pour rassurer les hésitants, il a annoncé qu'il ferait précéder une éventuelle candidature d'une déclaration réaffirmant l'attachement de la Suisse à sa neutralité et rappelant qu'aucun pays ne peut être contraint de s'associer à des sanctions militaires.

Mettant en garde contre la tentation d'isolement, le gouvernement fait valoir qu'une adhésion est conforme aux intérêts politiques et économiques du pays.

**BUICK**  
Skylark 9 cv.  
Jean Charles s.a.  
28, rue Claude-Terrance, Paris 10<sup>e</sup>, 524.43.33

Le numéro du « Monde » daté 10 juillet 1982 a été tiré à 494 691 exemplaires.

A B C D F G H

## Washington accuse Moscou de fabriquer de faux documents pour troubler ses relations avec ses alliés européens

Washington (A.F.P., U.P.I.)

Le gouvernement américain a accusé le Kremlin le jeudi 8 juillet d'avoir accédé au cours des derniers mois une campagne de « désinformation » destinée à nuire aux relations entre les États-Unis et leurs alliés, notamment européens. Selon un haut fonctionnaire du département d'État, qui a également démenti un document qui aurait été adressé à des personnalités politiques et à des journalistes en Europe peu avant l'ouverture du sommet de Versailles. Ce document, dont une photocopie a été montrée jeudi à la presse, porte la signature du secrétaire américain au commerce, M. Malcolm Baldrige.

Le faux affirme notamment que si le projet de gazoduc euro-sibérien n'est pas réalisé, en raison des pressions américaines, les États-Unis pourraient contrôler les Européens à acheter leur charbon.

Le responsable du département d'État a également cité le cas d'une fausse lettre qu'aurait adressée en 1979 M. Alexander Haig, alors commandant suprême des forces alliées en Europe, au secrétaire général de l'OTAN, M. Joseph Luns. Dans cette fausse lettre, dont la diffusion a eu lieu en 1982 en Europe occidentale, il est affirmé que M. Haig se disait favorable à l'adoption de « mesures d'urgence » pour « sauver les missiles nucléaires » des missiles nucléaires à moyenne portée de l'OTAN.

Les Soviétiques auraient également « fabriqué » une lettre du président Reagan au roi Juan Carlos, datée du 23 octobre 1981, dans laquelle il aurait proposé au monarque espagnol les moyens de faire échec aux forces d'opposition dans son pays. Au total, selon le département d'État, l'U.R.S.S. produirait en l'ordre de six à dix « faux » de ce genre chaque année.

### ACCIDENT D'AVION AUX ÉTATS-UNIS

Cent quarante-neuf morts

Un Boeing 727 de la compagnie Pan American s'est écrasé le vendredi 9 juillet, à 16 h 16, heure locale, dans la baie proche de La Nouvelle-Orléans. La catastrophe a fait cent quarante-neuf victimes, parmi lesquelles les cent trente-huit passagers et les sept membres de l'équipage de l'appareil, ainsi que quatre habitants des immeubles sur lesquels l'avion s'est écrasé.

Celui-ci venait de décoller de l'aéroport de La Nouvelle-Orléans à destination de San Diego, via Las Vegas, alors qu'un incendie venait d'éclater sur la région.

Les causes de l'accident ne peuvent encore être exactement précisées. Selon un témoin, la fusée auxiliaire d'appoint, mais le bureau national de la sécurité des transports à Washington semblait, ce samedi matin, rejeter cette hypothèse. (A.F.P.-A.P.)

## Voulez-vous vraiment trouver un travail intéressant ?

Par exemple, un poste évolutif, offrant responsabilités et initiative, bien rémunéré ?

Si votre réponse est « oui », vous auriez sans doute intérêt à nous demander quelques informations complémentaires sur « Administration de l'Entreprise », notre programme de formation polyvalente en gestion.

Parce qu'une solide formation de base est une clé qui ouvre de nombreuses portes. Spécialement quand elle est

concrète, actuelle, immédiatement utilisable, animée exclusivement par des praticiens des affaires.

Où quand elle est appréciée sur le marché du travail. Depuis vingt ans.

Si votre carrière vous intéresse, écrivez ou téléphonez-nous pour recevoir les spécifications du programme. La prochaine session débute en octobre 1982 et dure 9 mois à plein temps. Une trentaine de participants y seront admis.

### ECADE

Ecole d'Administration et de Direction des Entreprises  
Rue du Bugnon 4, CH-1005 Lausanne (Suisse) — Tél. 021/22 15 11

Les Soviétiques mettent la main sur l'OPEP malade de la politique internationale

Un terrifiant d

Trois conflits,

**EVTUOC**  
Les baies de Sib

UNE ECOLE POUR TOUS  
UN ENSEIGNEMENT POUR CHACUN  
Cours Privé CARPENTIER  
15, Bd Poissonnière 75002 PARIS  
Tél. 261.51.27  
2<sup>ème</sup> aux Terminales, NEG, ESCE, SE, PO.